

Centre d'Amalipe pour le dialogue interethnique et la tolérance

**Boyan Zahariev, Deyan Kolev, Lalo Kamenov,  
Myriam Lopez de la Nieta, Gonzalo Montaña Peña**

# **SANS SÉGRÉGATION**

**Actions au niveau local pour la lutte contre la  
ségrégation scolaire des Roms**

D.2.2

Pratiquer la non-ségrégation et la déségrégation

*Recueil de pratiques de la Belgique, de la Bulgarie et  
de l'Espagne visant à la ségrégation scolaire des élèves roms*

Octobre 2021



ASTARTA

2022

«SANS SÉGRÉGATION: Actions au niveau local pour la lutte contre la ségrégation scolaire des Roms» est financé par le programme «Droits, égalité et citoyenneté de l'Union européenne (2014 – 2020). Projet n° 848854. Le soutien apporté par la Commission européenne à la préparation de cette publication ne constitue pas une approbation du contenu reflétant uniquement les opinions des auteurs et la Commission ne peut être responsable de toute utilisation des informations qui y sont contenues.

© Boyan Zahariev – auteur, 2022

© Deyan Kolev – auteur, 2022

© Lalo Kamenov – auteur, 2022

© Myriam López de la Nieta – auteur, 2022

© Gonzalo Montaña Peña – auteur, 2022

© Yosif Nunev – consultant, 2022

ISBN 978-954-350-316-2

# Table des matières

Préambule.....	5
1. Qu'est-ce que la ségrégation?.....	8
2. Comment la ségrégation en Belgique, en Bulgarie et en Espagne est-elle concrètement définie et mesurée? .....	12
Modèles de ségrégation .....	15
Règles limitant la ségrégation.....	17
3. Pratiquer la non-ségrégation et la déségrégation.....	19
3.1. Belgique .....	19
3.2. Bulgarie.....	21
3.3. Espagne.....	24
4. Politiques appliquées par les gouvernements nationaux et les autorités locales dans les régions autonomes /RA/ .....	26
Programmes de choix contrôlé .....	26
Programme national bulgare pour la déségrégation éducative (PNDE).....	31
Programme national pour la déségrégation en Bulgarie.....	33
5. Politiques mises en œuvre par les municipalités, les organisations non gouvernementales et les écoles .....	41
Gabrovo (Bulgarie) .....	41
Shumen (Bulgarie) .....	42
Vidin (Bulgarie) .....	44
Berkovitsa (Bulgarie) .....	46
Samokov (Bulgarie).....	48
Rakitovo (Bulgarie) .....	50
Dzhulyunitsa (Bulgarie) .....	52
Tundzha (Bulgarie) .....	54

Organisation de cours sur la culture rom à l'école (Bulgarie).....	56
Le programme «Chaque élève sera un excellent élève» (Bulgarie).....	58
Pratiques innovantes d'écoles spécifiques (Espagne) .....	61
Conclusions .....	65
Bibliographie .....	67
Liste des abréviations .....	70

## Préambule

*Le recueil fait partie des documents préparés dans le cadre du projet «Sans ségrégation», financé par la Commission européenne, GD «Justice, Droits, Egalité et Citoyenneté». Le projet a été réalisé par un consortium dirigé par le Centre d'Amalipe pour le dialogue interethnique et la tolérance (Bulgarie) en partenariat avec la Fundacion Secretariado Gitano (Espagne) et Bureau européen d'information sur les Roms (Belgique).*

**L'objectif du projet** était de créer des conditions préalables à un engagement politique accru avec des actions au niveau local pour la lutte contre la ségrégation scolaire et améliorer l'accès des Roms à une éducation de qualité en luttant contre les stéréotypes anti-roms, accroître la connaissance des parties intéressées, autoriser des communautés roms locales, mettre en place d'une coopération entre les les autorités éducatives, les spécialistes et les représentants de la communauté rom.

**Les tâches du projet** étaient les suivantes:

- Analyse de la situation actuelle de la ségrégation scolaire aux niveaux local, régional et national;
- Faciliter l'apprentissage mutuel et l'échange de modèles réussis pour créer les conditions et accroître l'engagement politique pour prévenir la ségrégation (Espagne), actions sur la déségrégation (Bulgarie), intégration des enfants Roms migrants dans les écoles ordinaires des pays d'accueil (Belgique, Espagne);
- Formation de spécialistes et autres parties intéressées à la réalisation d'activités visant à éviter la ségrégation scolaire et à surmonter celle qui existe;
- Accroître la connaissance et créer un environnement public favorable à la déségrégation;

- Investir dans le renforcement des capacités de la société civile rom et pro-rom, active au niveau local.

Le présent recueil a été préparé par une équipe de recherche composée du Dr. Boyan Zahariev, Deyan Kolev, prof. Yosif Nunev, Lalo Kamenov, Myriam Lopez de la Nieta, Gonzalo Montaña Peña. Les auteurs ont combiné, pour la préparation du recueil, des recherches scientifiques, des visites sur place, des groupes de discussion et des entretiens avec des parties intéressées (y compris des réunions en ligne en raison de la pandémie de Covid). Différents types de pratiques réussies ont été étudiés:

- Déségrégation des écoles urbaines ségréguées ;
- Prévention de la ségrégation secondaire dans des zones urbaines ;
- Améliorer la qualité de l'éducation et prévenir la ségrégation dans les zones rurales ;
- Intégration des enfants roms de Bulgarie et de Roumanie dans des écoles mixtes ethniques en Espagne et en Belgique;
- Outils pédagogiques pour la déségrégation et l'éducation interculturelle.

L'équipe de recherche remercie le Ministère de l'éducation en Bulgarie et en Espagne, le Centre d'intégration scolaire des enfants et des élèves issus de minorités ethniques qui ont fourni les informations nécessaires pour identifier les meilleures pratiques. Remerciements particuliers au Ministre de l'éducation et des sciences (2017 - 2021) Krasimir Valchev, qui a constamment identifié la ségrégation comme l'un des principaux problèmes auxquels est confrontée l'éducation bulgare est confrontée et a vu dans notre étude l'espoir de cultiver une expérience partagée de la déségrégation.

Nous voudrions également exprimer nos remerciements aux collaborateurs de Bulgarie et d'Espagne qui ont recueilli des informations supplémentaires et ont facilité les contacts avec les écoles et les organisations.

Mais notre plus profonde gratitude va aux écoles, enseignants, médiateurs et parents qui ont accepté notre invitation et nous ont partagé avec confiance leurs expériences, succès, victoires, décep-

tions et leçons apprises. Nous avons facilement trouvé un langage commun et avons construit notre confiance mutuelle, car nous sommes unis par la compréhension que l'éducation est la clé de la réalisation digne de chaque personne, et la meilleure éducation est obtenue dans un environnement ethnique mixte.

# 1. Qu'est-ce que la ségrégation?

Il existe différentes définitions et mesures de ségrégation. Les plus couramment utilisés ont une symétrie continue, c'est-à-dire qu'on peut parler d'un degré de ségrégation qui évolue progressivement. D'autres utilisent des transitions binaires pour classer une situation, un environnement ou une institution comme ségrégués ou non ségrégués, ou utilisent un nombre limité de catégories intermédiaires supplémentaires. L'évaluation de la ségrégation est souvent fondée sur des données subjectives recueillies à l'aide de questionnaires. Une forme typique de question utilisée pour évaluer la ségrégation consiste à demander aux étudiants actuels ou anciens ce qu'ils diraient des écoles dans lesquelles ils étudient ou ont étudié. Un certain nombre de réponses sont généralement offertes aux répondants: 1) «plus d'élèves roms que d'élèves non roms» 2) «un nombre presque égal d'élèves roms et non roms»; 3) «un certain nombre d'élèves roms, mais surtout des élèves non roms»; 4) «élèves presque entièrement non roms». Des réponses échelonnées similaires peuvent également être utilisées sous forme binaire, par exemple, dans l'exemple ci-dessus, les deux premières réponses peuvent être utilisées pour identifier l'école en tant que ségréguée et les deux secondes - comme non ségréguée.

La littérature scientifique sur la ségrégation est très abondante. Seules quelques-unes des sources que nous considérons comme des méthodes typiques d'analyse de la ségrégation sont présentées ci-après. Au moins deux domaines importants peuvent être identifiés dans la littérature sur la ségrégation.

Le premier domaine est lié à la compréhension théorique du phénomène et au développement d'indicateurs abstraits, d'approches axiomatiques d'analyse (Aslund & Nordström, 2007) et une compréhension commune de la ségrégation dans différents contextes sociaux et institutionnels (Mora & Ruiz-Castillo, 2005). Un aperçu de certains des indicateurs connus pour évaluer la ségrégation, souvent utilisés dans l'éducation, figure dans l'article de Frankel (Frankel & Volij, 2010). La mesure de la ségrégation est particulièrement



intéressante, y compris dans le cadre de notre analyse, non pas à travers la composition de la population environnante, des écoles ou d'autres institutions, mais à travers les contacts sociaux réellement mesurés (Fryer & Echenique, 2007). Les élèves immergés dans un environnement scolaire ethnique ségrégué ne sont pas nécessairement privés de contacts sociaux en dehors de leur groupe ethnique.

Le deuxième domaine est axé sur la ségrégation dans des secteurs spécifiques, parmi lesquels la ségrégation résidentielle et éducative domine naturellement. Il s'agit des deux formes les plus courantes de ségrégation dont l'importance politique, sociale et économique est énorme. Elles ont des conséquences considérables, il faut des ressources énormes pour les surmonter et elles donnent une poussée de mouvements sociaux populaires. Une grande attention est également accordée à la ségrégation du marché du travail. La ségrégation dans les différents secteurs peut être observée dans la même étude empirique, en particulier s'il existe des hypothèses sur la manière dont elles sont liées les unes aux autres: par exemple, la ségrégation en matière de logement et d'éducation est généralement considérée comme associée à une ségrégation économique à grande échelle, y compris la répartition spatiale des revenus, de l'éducation et des compétences et des professions (Florida & Mellander, 2017). Les liens entre les différents types de ségrégation peuvent être **étudiés à travers les générations** à travers différents mécanismes de transmission: des compétences ou de l'éducation des parents, en passant par le choix du lieu de résidence et donc du lieu d'étudier (dans un environnement ségrégué ou non), une décision qui, à son tour, affecte les chances de réalisation des enfants dans l'une ou l'autre profession. Certaines études combinent une section théorique où des définitions axiomatiques ou des modèles de régression abstraits sont présentés, qui sont ensuite illustrés par une application pratique.

En général, la déségrégation de l'éducation en tant que processus politique entraîne des conséquences positives. Des analyses indiquent que la déségrégation aux États-Unis est due à la moitié du pourcentage d'élèves noirs qui ont été éliminés entre 1970 et 1980

sans conséquences négatives pour les élèves blancs en même temps (Guryan, 2001). Selon Gurjan, au moins le nombre plus faible d'élèves éliminés aux États-Unis peut être dû à l'influence des camarades de leur âge. Cependant, l'influence de la composition ethnique des écoles est complexe et significative (Hanushek et al, 2009; David & Matthias, 2003).

L'évaluation des conséquences de la ségrégation en matière de logement n'est pas claire non plus, surtout lorsque la ségrégation découle d'un désir d'être proche de sa propre communauté culturelle et linguistique. Dans certains pays, il y a eu des épisodes de répartition des immigrés par région dans le passé, créant ainsi des conditions d'une expérimentation sociale naturelle. Une étude suédoise dans un contexte similaire (Edin et al, 2000) a révélé des effets positifs sur le revenu de vie dans une enclave ethnique. Une étude similaire en Allemagne a trouvé des effets négatifs de la ségrégation en matière de logement sur la maîtrise de la langue officielle du pays d'accueil et l'élimination de l'école, toutefois, ces conséquences ne dépendent pas de la situation économique et des contacts avec la population locale, mais de la langue officielle parlée par les parents des enfants immigrés. (Danzon et al, 2018). Le rôle économique du Ghetto dans son ensemble donne lieu à un large éventail de conclusions dans différents contextes et l'évaluation d'impact spécifique dépend de nombreuses circonstances supplémentaires (Cutler et al, 2007). En particulier, le logement et la ségrégation scolaire peuvent interagir de manière complexe. Du point de vue des enfants, la composition ethnique du quartier est externe, mais on suppose généralement que les parents peuvent faire certains choix dans le cadre des moyens économiques et sociaux et des opportunités dont ils disposent, tels que lieu de résidence, en tenant compte du choix potentiel de l'école pour leurs enfants et de la possibilité de contacts interethniques (Borjas, 1997).

Une direction récente de Horvath et Samogi sur la déségrégation du logement urbain, destinée aux autorités municipales locales fournit des lignes directrices pour une évaluation globale de la situation des communautés ségréguées, y compris les causes de la ségrégation. Les indicateurs de ségrégation recommandés pour

examen sont ceux relatifs à l'éducation, à l'emploi et à la composition socio-économique globale des zones urbaines. Les deux approches stratégiques les plus courantes sont la réorientation (déménagement) des ménages ségrégués ou mise en place progressive de conditions de mélange socioéconomique dans les zones ségréguées elles-mêmes. Ils citent, dans le domaine de l'éducation en particulier, des plafonds indicatifs de 20 à 25% pour la proportion d'enfants issus de groupes marginalisés non recommandés à être dépasser dans n'importe quelle école ou classe dans une école donnée (Somogyi & Horváth, 2019), probablement en raison du risque de «départ des élèves blancs» ou de conséquences négatives pour la formation.

L'évaluation de la ségrégation peut être basée sur des mesures continues ou discrètes:

- Les mesures continues de la ségrégation (mesure de la différence, de l'entropie, etc.) sont typiques des analyses économiques. Dans de tels cas, les données proviennent généralement de sources statistiques ou administratives (recensement de la population, données sur la composition ethnique des écoles, données sur la répartition des groupes ethniques par professions, etc.)
- Les mesures discrètes sont généralement basées sur une échelle assurant la classification des situations de ségrégation. Un cas particulier de mesure discrète est la mesure binaire, marquant un lieu (quartier, école, etc.) comme ségrégué ou non ségrégué. La mesure discrète sans classement crée une typologie de la ségrégation. Les typologies sont moins utilisées que les classements, c'est-à-dire très souvent, les principales questions clés sont «à quel point un lieu est-il ségrégué», «à quoi mène l'augmentation ou la diminution de la ségrégation?» etc. Les mesures discrètes sont plus couramment utilisées dans le cadre de la recherche sociologique. Les questionnaires recueillent des informations subjectives qui peuvent se rapporter à la situation actuelle ou utiliser des souvenirs (évaluation rétrospective).

## **2. Comment la ségrégation en Belgique, en Bulgarie et en Espagne est-elle concrètement définie et mesurée?**

Il existe différentes définitions et méthodes de mesurer la ségrégation, tant dans la littérature de recherche dans le domaine de la politique que dans la pratique des autorités d'État centrales et des différentes juridictions territoriales. Les définitions de travail mêmes de la «ségrégation» sur lesquelles les praticiens s'appuient dans leur travail quotidien ne correspondent pas nécessairement aux définitions utilisées dans la littérature scientifique. En outre, les définitions de travail peuvent être différentes en Espagne, en Belgique et en Bulgarie. En Bulgarie, par exemple, des termes spécifiques tels que «ségrégation primaire» ou «ségrégation secondaire» sont largement utilisés, faisant référence aux spécificités du processus de ségrégation dans un contexte national<sup>1</sup>.

En Bulgarie, la ségrégation scolaire est définie dans la législation en matière d'éducation/les documents stratégiques dans le domaine de l'éducation. La loi sur l'enseignement public ne contient pas le terme même de «ségrégation», mais interdit explicitement la formation de groupes avec des enfants appartenant à un groupe ethnique dans les écoles et jardins d'enfants mixtes. La norme nationale d'éducation civique, environnementale, sanitaire et

---

<sup>1</sup> Les deux termes - ségrégation «primaire» et «secondaire» - ont été popularisés par des chercheurs tels que Yu. Nunev et ont ensuite trouvé une application dans l'analyse gouvernementale (Nunev, 2017). Le terme «ségrégation primaire» fait référence à la ségrégation scolaire qui existe depuis le début, c'est-à-dire depuis la création d'une école. La ségrégation primaire est presque toujours liée à la ségrégation des logements - il s'agit des écoles situées dans ou à proximité immédiate des quartiers roms. Le terme «ségrégation secondaire» fait référence au processus de transformation d'une école ethniquement mixte en une école accueillant uniquement des élèves roms. Ce type de ségrégation est le résultat de l'analogie bulgare de «départ des élèves blancs» - les parents bulgares commencent à installer leurs enfants dans d'autres écoles en réponse au nombre croissant d'élèves roms inscrits dans cette école.

interculturelle développe ces déclarations dans des instructions de lutte contre la ségrégation. La Stratégie pour l'intégration scolaire des enfants et des élèves appartenant à des minorités ethniques<sup>2</sup> définit la ségrégation scolaire comme l'un des principaux problèmes de l'éducation de la minorité rom. La ségrégation signifie une forte concentration d'élèves roms dans des écoles ou des groupes individuels.

La ségrégation ethnique en Espagne ne peut être capturée que par des indicateurs de substitution liés au statut socio-économique des élèves et de leurs familles. La ségrégation est définie différemment, si jamais définie, dans les différentes régions autonomes en raison de définitions différentes de phénomènes tels que «besoins éducatifs spéciaux» (BES) c'est à dire élèves ayant besoin d'aide en raison de circonstances personnelles ou de problèmes scolaires antérieurs. Pour cette raison, il n'est pas possible de faire des comparaisons entre les régions autonomes concernant la concentration d'élèves avec BES, qui peut servir de substitut à la ségrégation ethnique. Le suivi du succès est encore plus exigeant la détermination de la ligne de base, car elle nécessite des mesures et une fourniture de données constantes.

La répartition équilibrée des élèves dans le contexte espagnol est poursuivie de différentes manières. En Catalogne et dans la province de Valence par exemple, il existe une distribution préliminaire des places scolaires pour les familles bénéficiaires d'allocations sociales. En Espagne, les établissements d'enseignement semi-privés jouent un rôle important, ils doivent donc faire partie des efforts visant à réduire la ségrégation par le biais de la législation ou des commissions scolaires. L'inclusion des écoles semi-privées (subventionnées par l'État) dans la répartition ciblée des élèves assurerait un engagement et une transparence. Pour cette raison, il est important d'examiner leurs contrats et leurs modèles de financement. En outre, il existe différentes manières de mettre en œuvre cette mesure et il faudra trouver la plus appropriée pour

---

<sup>2</sup> Approuvée par décisions du Ministre de l'éducation en 2014, 2010 et 2015.

chaque région autonome. Quatre Roms sur cinq s'inscrivent dans des écoles publiques et presque tous les autres s'inscrivent dans des écoles semi-privées, qui sont subventionnées par l'État et ne facturent donc pas de frais de scolarité élevés.

La Belgique est considérée comme un pays à très forte ségrégation sociale dans les écoles publiques. Les écoles privées ne sont généralement pas incluses dans ces évaluations, considérant qu'en acceptant des élèves dont les parents peuvent payer les frais, ils sont socialement séparés et contribuent à la ségrégation sociale globale au niveau national. Une étude menée à l'aide de l'indice de différence<sup>3</sup> et de l'indice de Hutchen<sup>4</sup> classe la Belgique au deuxième rang après la Hongrie par rapport à la ségrégation sociale parmi un groupe de 27 pays comprenant, outre les pays européens, le Japon, la Corée du Sud, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis.

Dans l'étude, l'origine familiale est défini par l'indice des professions des parents, qui examine les valeurs supérieures (inférieures) à la médiane nationale ou en utilisant d'autres restrictions. Les résultats de l'examen visant à déterminer vérifie si la mère de l'enfant a un niveau d'enseignement supérieur à l'éducation secondaire sont similaires.

Une analyse des résultats d'un programme international d'évaluation des élèves (PISA), préparée par King Baudouin Foundation, montre que:

- 1) L'origine socio-économique et migratoire est une raison directe de l'écart de réussite par rapport aux autres élèves de près de 20%;

---

<sup>3</sup> L'indice de différence est un indicateur dichotomique utilisant la part d'enfants de statut social bas et d'enfants de statut social élevé dans chaque école par rapport aux parts respectives au niveau national. La différence varie de 0 (sans aucune ségrégation) à 1 (ségrégation complète).

<sup>4</sup> Comme l'indice de différence, l'indice de Hutchen utilise également une classification dichotomique des élèves en deux groupes - ceux de statut social bas et élevé - puis compare les proportions de chacun des deux groupes dans chaque école avec la proportion nationale. L'indice de Hutchen varie de 0 (sans aucune ségrégation) à 1 (ségrégation complète).

- 2) Les élèves meilleurs passent plus de huit ans de plus à l'école que les élèves plus faibles;
- 3) En Fédération Wallonie-Bruxelles, 23% des élèves n'atteignent pas le niveau minimum de compétences pour participer pleinement à la société moderne<sup>5</sup>.

Une étude du système éducatif secondaire flamand a révélé que le suivi, qui est omniprésent, entraîne une ségrégation sociale, un accès différent aux connaissances et des possibilités inégales pour les enfants appartenant à des classes économiques différentes. Cette étude fournit également un argument fort en faveur de la déségrégation, indiquant que la composition sociale de l'école a une forte influence sur les résultats des tests des élèves: les élèves d'un même milieu familial obtiennent des résultats de tests différents selon leurs camarades de même âge de la même école.

## **Modèles de ségrégation**

- 1) ***Ségrégation dans des domaines éducatifs spécifiques**, motivée par l'évaluation des capacités académiques des élèves. En effet, elle reproduit souvent les différences existantes dans les fonds que les parents peuvent investir dans l'éducation, dans leurs réseaux sociaux.*
- 2) ***Ségrégation dans des programmes spécifiques**, qui semble être basée sur la diversité des intérêts et des capacités des élèves, et non à l'origine ethnique ou le statut social et économique différent de la famille.*

*En Espagne, une nouvelle loi sur l'éducation (LOMLOE), approuvée le 23 décembre 2020, limite expressément l'application des règles d'admission qui peuvent conduire à une ségrégation dans les programmes différents.*

---

<sup>5</sup> La Ligue des familles, "Ségrégation Scolaire : En 2017, Toujours Une Réalité Belge." Tiré le 16 mai 2021. (<https://www.laligue.be/leligueur/articles/segregation-scolaire-en-2017-toujours-une-realite-belge>).

- 3) Ségrégation dans l'enseignement résultant de la ségrégation en matière de logement** par rapport à certaines règles et pratiques d'admission, telles que la définition des zones scolaires en raison de leur éloignement ou de leur proximité. Une certaine corrélation entre le logement et la ségrégation scolaire existe tant en Espagne qu'en Bulgarie, bien que de nombreux autres facteurs existent également. Les mécanismes qui rendent la ségrégation en matière de logement éducative incluent la proximité et la commodité, combinées à un manque d'informations sur les autres options. Le passage d'un environnement connu à des environnements inconnus peut être un défi sérieux. Les familles soumises à une ségrégation en matière de logement n'ont souvent pas de réseaux sociaux s'étendant au-delà de leur propre quartier.
- 4) Ségrégation résultant des relations de marché dans l'éducation.** C'est le cas du système espagnol, caractérisé par le fonctionnement à la fois d'écoles publiques et semi-privées. Les frais privés sous forme de taxes pour certains services ou de paiement de matériaux peuvent empêcher certaines familles vulnérables de déménager dans des centres accueillant des élèves ayant une composition sociale plus diversifiée. Une nouvelle législation sur l'éducation doit être intégrée dans les réglementations locales en Espagne.

Deux régions autonomes d'Espagne ont mis en place leurs propres politiques pour réduire la ségrégation scolaire. La clé du succès dans la pratique de déségrégation en fonction de l'analyse effectuée par la FSG est la combinaison de l'aide aux élèves ayant des interventions de lutte contre la ségrégation.

L'amélioration globale de la qualité de l'éducation dans certains établissements d'enseignement a souvent pour effet secondaire une population d'élèves plus diversifiée.



## Comment la ségrégation est-elle généralement contrôlée?

Le moyen le plus direct de limiter la ségrégation consiste est l'imposition de certaines règles, contrôlant généralement la manière dont les élèves s'inscrivent dans les écoles.

## Règles limitant la ségrégation

Dispositions différentes peuvent exister dans les cadres juridiques visant à réduire le niveau de ségrégation selon l'origine ethnique, le statut social ou d'autres caractéristiques des élèves. Ces dispositions prennent la forme d'un ensemble de règles qui bloquent certains mécanismes conduisant à la ségrégation ou visent à réduire la ségrégation existante par la déségrégation des établissements d'enseignement.

- 1) *Règles interdisant directement la création d'écoles ou de classes dans lesquelles les élèves d'une certaine origine ethnique sont surreprésentés (Bulgarie)*
- 2) *Règles imposant des restrictions aux pratiques susceptibles de conduire à la ségrégation dans l'éducation, telles que: a) limiter les possibilités de ségrégation dans les programmes (Espagne)*
- 3) *Règles d'admission définies d'une manière qui réduit la ségrégation, par ex. sur la base de l'origine ethnique, du statut socio-économique ou d'autres caractéristiques (Espagne, Belgique). Les règles d'admission limitant la ségrégation en Bulgarie sont parfois appliquées au niveau municipal dans le cadre de projets pilotes, mais n'ont jamais fait partie du cadre juridique.*

## Pourquoi la déségrégation ou la non-ségrégation améliore-t-elle les performances des élèves?

On pense que **l'influence du groupe de camarades de même âge** joue un rôle clé dans l'obtention de résultats positifs. L'environnement dans les écoles dotées d'une composition d'élèves socialement diverse peut être plus exigeant en ce qui concerne les attentes de la performance des élèves. Les contacts avec les élèves

ayant des résultats d'apprentissage supérieurs fournissent des modèles de rôle qui stimulent la diligence et l'effort.

Xavier Bonal, professeur de sociologie à l'Université autonome de Barcelone, estime que les élèves «construisent leurs objectifs de vie sous la forte influence de leurs camarades de même âge; si les élèves défavorisés ne sont pas exposés à d'autres types d'aspirations, ils risquent de stagner». Bonal note également que la ségrégation scolaire n'existe pas principalement dans les zones périphériques à faible niveau de vie et à fort taux de chômage, mais dans des quartiers à composition sociale diversifiée. Parfois, les écoles accueillant des immigrants sont situées à côté des écoles accueillant d'autres élèves, et les politiques existantes sont incapables d'arrêter le processus de ségrégation et de formation de ghettos (Menárguez & Torres, 2021).

Il peut y avoir un compromis parfois entre la justice et l'efficacité dans la déségrégation. Même si un tel compromis n'existe pas et que tout le monde profite de la déségrégation, certains parents croient encore que leurs enfants auront de meilleures possibilités d'éducation s'ils sont déplacés dans une école avec des élèves plus performants ou des élèves ayant un statut socio-économique plus élevé. Il est très important de répondre à ces préoccupations lors de la planification et du lancement de toute politique ou programme de déségrégation dans l'éducation.

## 3. Pratiquer la non-ségrégation et la déségrégation

### 3.1. Belgique

Le système éducatif en Belgique francophone se caractérise par une forte ségrégation scolaire. Le système éducatif est marqué par une grande différence de résultats et une forte corrélation entre ceux-ci et l'origine socio-économique des élèves (Gil, Ferrara & Friant, 2017). Dans certaines études, selon la méthodologie appliquée et la définition de la ségrégation, la Belgique figure généralement parmi les pays ayant les indices de ségrégation sociale à l'école les plus élevés dans les pays de l'UE et par rapport à d'autres pays développés (Jenkins et al, 2008).

Entre 2008 et 2010, le gouvernement belge a lancé une série de réformes incorporées dans la législation visant à accroître la mixité sociale des élèves (mixité sociale<sup>6</sup>) et ainsi réduire la ségrégation pour des raisons socio-économiques, qui s'est avérée fortement liée aux pires résultats dans le programme d'évaluation des élèves internationaux PISA. Un décret spécial sur la mixité sociale émis par le gouvernement belge vise à concilier le choix parental de l'école et l'autonomie des équipes scolaires dans le but d'assurer une répartition plus équitable des élèves dans les établissements d'enseignement secondaire. Le décret définit cinq objectifs principaux, pas forcément par ordre d'importance: le choix des parents vient en premier, suivi de la transparence, tandis que la mixité sociale vient en troisième. Les deux derniers objectifs visent la commodité parentale (réduction des queues lors de la campagne d'enregistrement) et l'autonomie de l'école. Ces objectifs, tels qu'ils sont connus dans différents contextes éducatifs, impliquent souvent

---

<sup>6</sup> En 2008, le gouvernement belge a émis un décret spécial sur la «Mixité sociale», qui est entré en vigueur à la rentrée scolaire 2009-2010. Enseignement.be. Tiré le 16 mai 2021.

([http://www.enseignement.be//index.php?page=23827&do\\_id=4321](http://www.enseignement.be//index.php?page=23827&do_id=4321)).

des compromis et il n'est pas facile à les poursuivre. D'autre part, il a été constaté que l'autonomie scolaire a un fort impact positif sur les performances des élèves en Belgique ainsi que dans d'autres pays dotés d'institutions scolaires solides (Verschelde et al, 2015).

L'intérêt académique et politique pour la ségrégation en Belgique, comme dans d'autres pays, a été partiellement stimulé par les résultats des tests PISA et a connu une croissance rapide depuis environ le début du 21<sup>e</sup> siècle. En Belgique, l'intérêt est à la fois à la concentration des élèves sur la base des résultats obtenus dans le domaine de l'éducation, du statut socio-économique et de la similitude culturelle (dans certains cas l'appartenance ethnique est impliquée) (Gil, Ferrara et Friant 2017). Tous ces types de concentration sont peut-être incompatibles avec l'idée d'égalité d'accès à l'éducation. Des constatations similaires ont été faites en Bulgarie sur la base des résultats du PISA. Un rapport de la Banque mondiale basé sur l'analyse des résultats du PISA, recommande une série de réformes dont la plus importante et largement débattue est le suivi différencié des élèves en fonction de leurs capacités scolaires, qui chevauche souvent la ségrégation selon le statut social et économique des élèves (Gortazar et al, 2014). Selon le rapport, **les caractéristiques des camarades de même âge et la ségrégation scolaire** sont les principaux moteurs de la présentation du système éducatif bulgare. En Bulgarie, les caractéristiques des camarades de même âge expliquent davantage les différences de résultats aux tests PISA, que les caractéristiques individuelles. Autrement dit, la performance des enfants au test PISA dépend davantage du type de leurs camarades de classe que de leurs facteurs personnels. En effet, le système répartit les élèves dans des écoles avec des élèves de statut socio-économique similaire, ce qui fait de la Bulgarie le pays avec l'un des systèmes éducatifs les plus stratifiés parmi les pays participant à PISA.

La réforme belge de l'éducation se concentre sur l'interaction entre la ségrégation socio-économique, sexuelle et de logement et les facteurs directement liés à l'éducation, tels que les spécialités éducatives et la concentration d'élèves présentant des caractéristiques spécifiques dans des écoles ou des classes individuelles (Demeuse et

al, 2007). Les nouvelles politiques manifestent la volonté de s'opposer à certaines pratiques, plus ou moins ouvertes, au niveau de l'école, conduisant à l'inscription d'un certain «type» d'élèves seulement ou à la pratique de la sélection à l'entrée. Une caractéristique typique de la réforme belge, qui la distingue d'événements similaires en Espagne et en Bulgarie, est la participation civique très active, y compris, le milieu universitaire, les personnalités publiques, mais aussi les organisations locales. Le débat public précédant et accompagnant la réforme laisse une trace très précise sur la langue des documents politiques qui combine des déclarations directes et assez grossières en langage clair comme "*les moins bons côtoient les moins bons*"<sup>7</sup> avec une analyse approfondie de la raison de la concentration des élèves.

En Espagne, des investissements dans des établissements d'enseignement déjà ségrégués et des services supplémentaires pour soutenir les élèves les plus vulnérables sont en cours dans certaines régions autonomes. Les centres d'éducation dans de nombreuses régions autonomes travaillent avec des étudiants ayant besoin d'une assistance éducative spéciale. Cette catégorie comprend, mais sans s'y limiter, les élèves ayant «certaines circonstances personnelles ou certains problèmes éducatifs antérieurs». Par conséquent, des exemples de bonnes pratiques axées sur les questions de ségrégation se posent (dans toutes ses significations, il ne s'agit pas uniquement de la ségrégation ethnique), ainsi que des bonnes pratiques au sens plus général, axées sur les interventions avec les élèves et leurs familles.

## 3.2. Bulgarie

U cours de la deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, les pratiques innovantes dans l'éducation bulgare, tant celles réalisées par les ONG que certains programmes à grande échelle réalisés par le gouvernement en partenariat avec les municipalités, sont principalement financés par des fonds de l'UE. Cette situation n'est pas

---

<sup>7</sup> „les moins bons côtoient les moins bons”.

inhabituelle dans d'autres régions de l'Union européenne, en particulier lorsqu'il s'agit de systèmes d'innovation sociale impliquant de nombreux acteurs de différents secteurs et niveaux de gouvernement (Sabato и Verschraegen, 2016). Mais le soutien de l'UE est particulièrement important et même crucial pour des pays comme la Bulgarie, qui ont rejoint l'UE relativement récemment.

La deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle en Bulgarie est de plus en plus marquée par un flux de mouvements et de mouvements nationalistes et populistes et de partis politiques. Malgré des mesures systématiques de déségrégation et la persistance de la politique de déségrégation de l'éducation, le populisme national laisse son empreinte sur l'application des politiques de déségrégation. Certains parents bulgares commencent à s'opposer ouvertement au fait que les enfants et les élèves d'origine rom ne doivent pas être séparés des autres. Certains enseignants et directeurs d'établissements scolaires, influencés par l'attitude des parents, commencent également à montrer une attitude négative à l'égard du processus de déségrégation et les stéréotypes et préjugés négatifs existants à l'encontre de la communauté rom deviennent de plus en plus exprimés dans les politiques scolaires.

Selon l'analyse des pratiques de déségrégation appliquées au niveau local en Bulgarie, plusieurs défis ont surgi, d'abord en tant qu'innovations pilotes et plus tard en réponse aux politiques nationales et aux exigences de la législation.

3.2.1. Fermeture d'une école ségréguée, suivie de l'inscription des élèves dans des écoles ethnique mixtes: ce modèle est illustré par le cas de Gabrovo. Il peut être observé dans plusieurs autres municipalités, telles que Dryanovo et d'autres. Les écoles ségréguées fermées sont des écoles relativement petites. Actuellement, les municipalités ne semblent pas avoir la volonté politique de fermer les écoles ségréguées dans les plus grands quartiers roms. (*La pratique de Gabrovo*)

3.2.2. Retour des élèves de la majorité ethnique dans une école devenue ségréguée. Cela semble être la tâche la plus difficile et seuls quelques exemples de ce type peuvent être trouvés en Bulgarie. Le recueil présente l'expérience réussie de l'école

secondaire «Trayko Simeonov» à Shumen. Il est particulièrement important pour les lycées et les écoles professionnelles. La réinscription des élèves bulgares dans les écoles professionnelles ségréguées semble possible si l'école parvient à proposer des spécialités attractives, à acquérir des équipements modernes et à appliquer des formations innovantes. Parallèlement, l'école doit veiller à ne pas perdre ses élèves roms, qui préféreraient d'autres spécialités. De cette manière, la ségrégation au sein de l'école peut être maintenue dans certaines écoles avec des élèves ethniquement divers en raison du choix des spécialités. (*La pratique de Shumen*)

- 3.2.3. Déségrégation de certains élèves des écoles ségréguées et leur intégration dans des écoles ethniques mixtes, alors que les écoles ségréguées continuent d'exister et beaucoup d'enfants roms poursuivent leur éducation dans ces écoles ségréguées: ce modèle est généralement appliqué dans de nombreux projets initiés par des ONG et d'autres parties intéressées, lorsque les municipalités n'ont pas l'intention de fermer l'école / le jardin d'enfants ségrégué respectif: par ex. à Vidin, Sliven, Plovdiv, Sofia etc. Le plus souvent, les enfants de parents roms plus instruits et motivés sont transportés et intégrés dans des écoles ethniques mixtes. Le résultat positif pour eux est visible, alors que dans le même temps ce modèle détériore davantage le processus éducatif et la qualité de la formation dans les écoles ségréguées. (*Les pratiques de Vidin et Berkovitsa*)
- 3.2.4. Prévention de la ségrégation secondaire, c'est-à-dire la ségrégation qui se produit en raison du retrait des élèves du groupe dominant, par conséquent, seuls les élèves provenant d'origine socialement défavorisée restent à l'école. Il existe plusieurs exemples en Bulgarie pour la préservation réussie du caractère ethnique mixte des écoles secondaires professionnelles avec une part croissante d'élèves roms: un tel exemple est une école dans la ville de Gotse Delchev. (*La pratique de Samokov*)
- 3.2.5. Coopération systématique entre les écoles roms situées dans ou à proximité de quartiers ségrégués et les écoles bulgares de

la même localité. Étant donné que le nombre d'élèves roms dans les écoles urbaines ségréguées est très élevé, certaines écoles trouvent des moyens efficaces de mettre en relation des élèves roms et non roms de différentes écoles par le biais d'activités parascolaires et de partenariats à long terme entre écoles ségréguées et non ségréguées. Des modèles similaires relient de nombreuses écoles rurales avec des élèves roms et des écoles municipales avec des élèves non roms. (*Les pratiques de Rakitovo, Dzhulyunitsa et Tundzha*)

### 3.3. Espagne

Les écoles publiques en Espagne ont la plus forte concentration d'élèves d'origine socio-économique défavorisée, mesurée sur la base de l'éducation et de la profession de leurs parents. En outre, il existe des écoles privées subventionnées par l'État et des écoles privées qui ne reçoivent aucune subvention de l'État. Une enquête basée sur une analyse des résultats du PISA de 2006 montre que 44% des pères d'élèves des écoles publiques avaient le plus une éducation primaire par rapport à 27% dans les écoles privées subventionnées par l'État et seulement 10% dans les écoles privées qui ne reçoivent pas de subvention de l'État. Les différences dans la distribution des parents aux employés et aux travailleurs suivent une tendance similaire. La concentration d'élèves selon le statut scolaire et socio-économique de leurs parents entraîne des différences significatives dans les résultats du PISA dans différents types d'écoles, qui sont particulièrement importantes en sciences naturelles et en mathématiques (Mancebón Torrubia, & Pérez Ximénez-de-Embún. 2010).

Cette répartition est importante car certaines d'entre elles ont une part relativement faible d'écoles publiques à retenir lors de l'examen des modèles de ségrégation dans les différentes communautés autonomes, car certaines d'entre elles ont une part relativement faible d'écoles publiques (Catalogne – 59%, Madrid – 54%), tandis que dans d'autres, la part des écoles publiques est beaucoup plus élevée (Castilla-La Mancha – 81%, Estrémadure – 77%, Anda-



lousie – 75%, Murcie – 72%) (Mancebón Torrubia, & Pérez Ximénez-de-Embún. 2010).

Une autre étude, basée sur les résultats de plusieurs vagues de PISA, a révélé que les réussites de la proportion plus élevée des camarades de même âge immigrés et la ségrégation des élèves dans les écoles publiques et privées ne se distinguent pas de l'effet de l'origine parentale des camarades de même âge locaux (Zinovyeva et al, 2008).

## **4. Politiques appliquées par les gouvernements nationaux et les autorités locales dans les régions autonomes /RA/**

### **Programmes de choix contrôlé (La Belgique avec des exemples et des leçons de la Bulgarie et de l'Espagne)**

Dans cette section, nous présentons un bref aperçu des programmes dits de choix contrôlé- certains de ceux élaborés et mis en œuvre par l'Organisation de coopération et de développement économiques /OCDE/. Il y a plusieurs raisons de se concentrer sur ces programmes. Premièrement, ils répondent au défi de la ségrégation scolaire. L'un des pays inclus dans notre examen (Belgique) fait partie des exemples de livres de mise en œuvre d'un tel programme. L'intérêt pour l'idée de choix contrôlé augmente en Espagne, comme en témoignent les publications et les recherches dans les médias (Menárguez, 2021). En Bulgarie, un système hautement sélectif, guidé par le choix parental en combinaison avec une sélection basée sur les résultats, crée un modèle de forte ségrégation socio-économique dans les écoles. Cela rend le choix contrôlé d'un bon candidat pour un problème qui mérite une analyse approfondie et un sujet potentiel de discussion.

Le choix d'une école a à la fois d'adhérents véhéments et des opposants, qui utilisent parfois les mêmes critères pour soutenir ou critiquer. Le choix d'une école est considéré par certains comme un moyen de réduire les inégalités, car il donne aux élèves les plus défavorisés la possibilité d'aller dans de meilleures écoles. Mais le choix de l'école conduit aussi à une plus grande répartition des élèves selon leurs caractéristiques socio-économiques et leurs capacités (Musset, 2012).

Pendant de nombreuses années, jusqu'à 2005 au moins, le droit des parents de choisir une école pour leurs enfants a été un principe fondamental du système éducatif en Belgique francophone. Depuis

lors, le gouvernement a commencé à rechercher un équilibre avec d'autres priorités qui pourraient profiter à la société, comme «la mixité sociale» prenant une place prépondérante parmi elles. Dans le cadre des politiques éducatives belges, la mixité sociale peut être considérée comme très proche de ce que l'on appellerait la déségrégation dans d'autres contextes institutionnels. Le changement d'orientation a commencé avec l'adoption, après une large consultation publique, d'un document sur la scolarité obligatoire appelé «Contrat d'école» (Renard, 2017). L'une des 10 priorités du document, qui appelle directement à la déségrégation, est appelée «non aux écoles des ghettos».

En Bulgarie, le choix des parents domine toutes les pratiques d'inscription à l'école et demeure une caractéristique essentielle du système éducatif scolaire après l'adoption d'une toute nouvelle loi sur l'éducation préscolaire et scolaire, entrée en vigueur en 2016. Dans le contexte bulgare, le droit de choisir une école pour les enfants est accordé en principe à tous les parents. Toutefois, dans la pratique, de nombreux parents et élèves n'ont aucun choix ou, au moins, ils ont un ensemble très limité de possibilités. Comme dans le cas de l'Espagne, où de nombreux gouvernements de RA ont limité le choix des centres de formation, la liberté de choix a des limites, ou du moins elle doit y avoir des limites, afin d'atteindre l'égalité dans l'éducation. Elle atteint ses limites dès qu'elle est confrontée à des valeurs sociales telles que l'égalité.

Il existe de nombreuses raisons pour lesquelles le choix d'une école ne peut pas toujours fonctionner de la manière souhaitée. En particulier, certains parents, par exemple sur la base de leur origine socio-économique ou ethnique, peuvent être plus susceptibles d'exercer activement leur droit de choix ou avoir plus d'options disponibles en raison de l'emplacement (ville/village) ou des ressources disponibles (accès aux écoles privées). Et bien sûr, dans un système utilisant une sélection basée sur la performance, les choix des parents sont limités par les capacités scolaires de leurs enfants, de sorte que le choix des familles défavorisées n'existe donc pas réellement. En Bulgarie, de nombreux programmes de

déségrégation mis réalisés par des ONG, notamment ceux considérés comme les plus efficaces, comportent un élément de sensibilisation accrue, essayant de convaincre les parents qu'il est logique de changer leurs habitudes, de sortir des sentiers battus et de prendre des risques en inscrivant leurs enfants dans une école plus éloignée, et probablement moins agréable contre la promesse d'une meilleure réussite scolaire et de meilleures perspectives de vie. Cela indique que le choix parental désorienté dans les communautés confrontées à une éducation inégale, ne pas être ciblé peut-être sur des options considérées comme meilleures sur le plan scolaire. Il existe de nombreux autres facteurs tels que la commodité et le confort, et non le moindre, les préoccupations des parents concernant l'environnement dans les écoles d'accueil. Certains programmes de déségrégation en Bulgarie ont pris ces préoccupations au sérieux et ont explicitement inclus certaines interventions visant à influencer positivement les attitudes des élèves, des parents et des enseignants dans les écoles d'accueil et à réduire le risque de conflit.

Depuis longtemps en Belgique, une tradition de choix illimité de l'école pour les parents existe. Mais cela a commencé à changer dans la partie française de la Belgique vers la fin de la première décennie du 21<sup>e</sup> siècle, et plus tard dans la partie flamande de la Belgique.

La Belgique applique les programmes soi-disant de choix contrôlé de l'école développés par l'OCDE, où les familles ont la possibilité de choisir une école avec certaines restrictions et des mécanismes sont mis en place pour assurer l'intégration, tels que pourcentage maximal d'élèves défavorisés à l'école.

Les problèmes de ségrégation sociale ont été reconnus en Flandre (Belgique) avant le début des réformes actuelles de la scolarisation, mais pendant un certain temps, les parents ont été encouragés par des campagnes d'information à se séparer de leurs habitudes et de leurs préjugés.. Toutefois, les campagnes d'information ne donnent pas en elles-mêmes des résultats satisfaisants et, en 2018, la mise en place d'un système central d'inscription en ligne pour la scolarisation conduit à une réforme plus large de la scolarisation. Le soi-disant système de double liste a été introduit initialement, y compris la réservation de places dans le processus

d'inscription pour les élèves à faible et à haut revenu, afin que la mixité soit garantie. Plus tard, les listes ont été remplacées par l'utilisation d'un algorithme plus complexe, qui dans sa phase finale inclut également la possibilité pour les élèves d'échanger leurs billets d'école, c'est-à-dire lorsque deux élèves se retrouvent avec le premier choix de l'autre<sup>8</sup>. La réforme flamande est généralement citée comme un exemple de réussite, bien qu'il soit probablement trop tôt pour évaluer les résultats.

En Bulgarie, l'introduction d'un système central d'inscription à l'école en ligne limite également la capacité des directeurs des écoles à sélectionner les élèves en discriminant les élèves originaires de milieux socio-économiques défavorisés ou les élèves originaires de minorités ethniques. Toutefois, contrairement à la Belgique, le système n'a pas encore conduit à une réforme plus large. Actuellement, la proximité de l'école joue un rôle très important dans l'inscription, mais alors que certaines formes de désavantage, telles que les handicaps sont pris en compte, le désavantage socio-économique n'est reconnu ni comme une raison de donner la priorité au choix de certains parents ni comme caractéristique à inclure dans un mécanisme visant à parvenir à une meilleure mixité sociale. Une telle politique serait difficile à concilier avec les règles d'inscription après la 4<sup>e</sup> année et surtout après la 7<sup>e</sup> année, qui incluent une sélection basée sur les performances et l'utilisation d'un test national standardisé (après la 7<sup>e</sup> année) en combinaison avec des tests spécifiques à l'école et d'autres exigences de performance (après les années \* et la 7<sup>e</sup>).

À la fin de la première décennie du 21<sup>ème</sup> siècle, l'Espagne et surtout la Belgique figuraient parmi les pays développés offrant aux parents le plus grand choix d'école. Moins de 5% des parents n'ont pas le choix, alors que plus de 80% des parents belges peuvent choisir entre 3 écoles ou plus. En Espagne, le choix des parents est légèrement plus limité, mais reste assez riche par rapport à de nombreux pays

---

<sup>8</sup> «En Flandre, un algorithme tente de rendre les choix de l'école plus juste». AlgorithmWatch. Tiré le 26 juillet 2021 (<https://algorithmwatch.org/en/flanders-belgium-schools-algorithm>).

développés: environ 20% des parents espagnols n'ont qu'une seule option, tandis que ceux qui peuvent choisir parmi plusieurs écoles sont plus de 60%. Ces chiffres sont calculés sur la base du nombre réel d'écoles concurrentes dans la région, de sorte qu'ils reflètent l'offre réelle aux parents, en fonction de la structure du réseau scolaire par rapport à la répartition de la population. Tout règlement administratif de choix imposerait des restrictions supplémentaires au choix de l'école. Il n'existe pas d'étude de ce type pour la Bulgarie pour cette période, mais nous savons que dans la période de 2007 à 2008, il y a eu une fermeture massive d'écoles, après quoi le choix des écoles, en particulier dans les territoires moins urbanisés, est devenu assez limité pour de nombreux parents, et dans le même temps, de nombreuses familles originaires de milieux socio-économiques défavorisés vivent dans ces régions et leurs enfants ont généralement des résultats scolaires moins élevés. L'Espagne est le seul des trois pays où il existe formellement une certaine forme de répartition géographique dans les écoles. Toutefois, un système de classement complexe est utilisé en Bulgarie dans le processus de postuler à l'école, qui accorde une importance croissante à la proximité géographique en définissant des zones administratives spécifiques pour les écoles: l'élève reçoit des points supplémentaires s'il habite dans la région administrative. Ce système tend à renforcer davantage la ségrégation existante en matière de logement. Dans les trois pays, y compris les parties flamande et française de la Belgique, les parents peuvent inscrire leurs enfants dans une autre école publique. Les systèmes éducatifs bulgare et espagnol sont assez sélectifs, contrairement au système belge. La sélection fondée sur les résultats augmentera la ségrégation socio-économique et ethnique, car l'écart dans les résultats tend à augmenter avec chaque classe suivante, en particulier dans des conditions où les élèves défavorisés cessent d'avoir des contacts avec des camarades de même âge originaires de milieux plus riches.

## **Programme national bulgare pour la déségrégation éducative (PNDE)<sup>9</sup>**

Ce PNDE est un modèle pour aider les municipalités à assurer un accès égale à une éducation de qualité pour tous les enfants et les élèves en formation dans les des établissements d'enseignement ségrégués, y compris (mais sans s'y limiter) l'application des mesures visant à promouvoir et à mettre en œuvre le processus de déségrégation scolaire. Le PNDE a été élaboré afin de soutenir la réalisation des objectifs stratégiques définis dans la Stratégie adoptée par le gouvernement pour l'intégration scolaire des enfants et des élèves originaires de minorités ethniques 2015-2020 (CISEEME). CISEEME et PNDE se réfèrent tous deux au principe de base de la Loi sur l'éducation scolaire et préscolaire, adoptée en 2010, qui stipule que les principes de base sont « L'égalité d'accès à une éducation de qualité et l'inclusion de chaque enfant et de chaque élève » et « L'égalité et la non-discrimination dans l'éducation préscolaire et scolaire ».

En particulier, le PNDE doit soutenir:

- 1) Les activités dans des établissements d'enseignement non ségrégués où les élèves originaires de minorités ethniques sont inscrits, afin d'assurer un environnement éducatif encourageant la communication entre les enfants de l'enseignement préscolaire et scolaire obligatoire, les élèves, les parents et les spécialistes pédagogiques.
- 2) La fourniture d'un transport gratuit pour les enfants de l'enseignement préscolaire et scolaire obligatoire et les élèves fréquentant des établissements d'enseignement ségrégués pour la formation, l'éducation et la socialisation dans des établissements non ségrégués.

---

<sup>9</sup> Le nom officiel complet du programme est le Programme national du Ministère de l'Éducation et de la Science pour aider les municipalités à mettre en œuvre des activités de déségrégation éducative.

- 3) Le soutien des enfants de l'enseignement préscolaire et scolaire obligatoire et des élèves impliqués dans le processus de déségrégation scolaire en fournissant des manuels et du matériel gratuits.
- 4) L'institutionnalisation de l'activité des médiateurs éducatifs par une participation active au processus de déségrégation scolaire.

Toutefois, l'adoption du programme est en deçà des attentes initiales, par exemple en 2019, seules 6 municipalités sont soutenues par le PNDE – Gabrovo, Berkovitsa, Dupnitsa, Stara Zagora, Samokov et Tvarditsa. Il y a plusieurs raisons à cela:

- 1) Certaines activités qui ont été jugées importantes dans le passé, n'étaient pas incluses dans le programme. Le programme comprend le processus de déségrégation principalement comme un défi logistique – transport des élèves roms vers des écoles mixtes ethniques.
- 2) Le programme ne couvre pas l'idée d'un soutien total au processus de déségrégation au niveau municipal, mais se limite plutôt à l'octroi d'une aide pour le paiement de certains frais que les municipalités ne peuvent pas se permettre de couvrir de leurs propres budgets.
- 3) Les municipalités, afin de réaliser un programme de déségrégation à grande échelle, doivent fournir un financement supplémentaire, ce qui n'est pas facile pour les municipalités plus petites ou plus pauvres avec de nombreuses écoles ségréguées. En principe, les grandes municipalités urbaines qui disposent de vastes quartiers roms ségrégués pourraient investir dans le cofinancement de la déségrégation à partir de leurs propres revenus, en complément du financement accordé par le gouvernement, mais la déségrégation d'un grand nombre d'entre eux n'est pas nécessairement en tête de liste des priorités, tandis que la participation au PNDE est entièrement volontaire et dépend de l'initiative municipale. Cette réticence s'explique en partie par la peur des manifestations civiles et des réactions négatives de la majorité, surtout dans le contexte d'un sentiment nationaliste croissant.



## **Programme national pour la déségrégation en Bulgarie**

Les pratiques locales réalisées par les municipalités, les ONG et les écoles ne seraient souvent pas possibles sans un financement spécial au-delà des règles et procédures habituelles de financement de l'enseignement scolaire. Ce financement est généralement fourni par le biais de mécanismes de financement spéciaux qui peuvent être mis en place par les gouvernements nationaux ou des sponsors privés. Nous présentons ici quelques exemples de mécanismes de financement nationaux qui ont soutenu l'innovation et les pratiques locales en vue de réduire les formes différentes de ségrégation scolaire.

Le projet «Soutenir l'institutionnalisation du processus de déségrégation en République de Bulgarie» est réalisé avec des fonds provenant du Fonds pour l'éducation des Roms (FER) à Budapest (environ 310 000 euros) et du budget du Ministère bulgare de l'éducation et de la science (100 000 euros). Ce programme de financement de petits projets (jusqu'à 30 000 BGN, soit un peu plus de 15 000 euros) a été réalisé dans la période juin 2010 - septembre 2012 par le Centre d'intégration scolaire des enfants et des élèves des minorités ethniques (CISEEME). Le CISEEME est une structure créée par le Ministère de l'éducation afin de coordonner la mise en œuvre de divers programmes et mesures relatives à l'intégration scolaire des élèves défavorisés originaires de minorités ethniques. Deux appels d'offres ont été lancés dans le cadre de ces mécanismes de financement concurrentiels. Les bénéficiaires éligibles sont les municipalités en partenariat avec des ONG locales travaillant sur l'intégration scolaire.

Les activités financées en priorité par le mécanisme sont les suivantes:

- Soutenir l'intégration par la déségrégation et les activités parascolaires dans les écoles primaires et secondaires;
- Amélioration de l'environnement éducatif dans les jardins d'enfants et les écoles; activités liées aux parents d'enfants et d'élèves dans les jardins d'enfants et les écoles assistées;

- Activités visant à un changement positif dans l'attitude des parents d'enfants et d'élèves originaires de minorités ethniques vis-à-vis des activités éducatives dans les jardins d'enfants et les écoles;
- Introduction et développement de formes d'enseignement à plein temps;
- Amélioration de la qualification des enseignants pour travailler dans un environnement multiethnique.

Au total, 99 municipalités sur 264 ont postulé aux deux invitations de projets annoncées dans le cadre du dispositif de financement: 22 communes ont été soutenues. La durée typique des projets soutenus est comprise entre 10 mois et 1 an, donc, il s'agit principalement d'innovations introduites pour une durée limitée.

Les projets ne font pas l'objet d'une évaluation rigoureuse, mais les rapports administratifs fournis par les municipalités montrent que les projets ils ont réussi à atteindre de nombreux élèves et ont généré un haut niveau de participation. Dans 22 municipalités, plus de 7500 enfants et élèves participent aux activités du projet, dont plus de 3000 enfants et élèves roms de 59 écoles et 13 jardins d'enfants. Vous trouverez ci-dessous quelques projets municipaux spécifiques soutenus par ce programme de financement.

## **Programme 2030 en Castille-Leon (Espagne)**

En septembre 2018 «Le Programme 2030» a été lancé comprenant un ensemble de mesures visant à la fois les élèves en situation de vulnérabilité socio-éducative et les centres soutenus par des fonds publics, confrontés à un niveau élevé ou à risque de complexité socio-éducative.

Ce règlement établit des mesures d'intervention auprès des élèves défavorisés, mais ce qui est intéressant, c'est qu'il propose précisément, dès le préambule ses objectifs sont «Accroître l'égalité dans le système éducatif, progresse sur la voie de l'inclusion scolaire

## **et lutter contre la ségrégation scolaire fondée sur la vulnérabilité socio-éducative».<sup>10</sup>**

Le programme comprend, entre autres mesures, les mesures relatives à l'entrée dans le système éducatif et à l'organisation de centres; un soutien financier accru afin d'assurer une stabilité du personnel enseignant et d'offrir une opportunité pour appliquer des mesures compensatoires contribuant à inverser les processus de ségrégation; ainsi que des bourses et subventions permettant aux élèves d'étudier et programmes d'accompagnement des élèves (Gouvernement de Castille-Leon, 2018). Il s'agit d'un programme destiné à différents profils, mais qui couvre une part importante des élèves roms. En fait, 32 écoles participent au programme au cours de l'année scolaire 2020-2021, dont quatre accueillent plus de 70 % de la population scolarisée rom.

En outre, Castille-Leon est la première communauté autonome qui a inclus le contenu de l'histoire et de la culture roms dans le programme scolaire officiel<sup>11</sup>, mesures prises par d'autres RA comme la Navarre et la Catalogne.

L'intention de «Programme 2030» est de changer le fonctionnement des centres ségrégués par des mesures telles que:

- Promouvoir les innovations pédagogiques et technologiques
- Créer des équipes d'enseignants qualifiés et formés
- Equipe de direction qui peut choisir son personnel pédagogique
- Projets pédagogiques sous la direction de l'école et avec le soutien de l'administration
- Présence dans les centres de mentors et de personnel technique spécialisé dans l'intégration sociale et communau-

---

<sup>10</sup> ORDRE EDU/939/2018 de 31 août, réglementant „Programme 2030“, afin de promouvoir une éducation inclusive et de qualité en prévenant et en éliminant la ségrégation scolaire fondée sur la vulnérabilité.

<sup>11</sup> En 2016, un groupe de travail a été créé pour élaborer de matériel pédagogique sur l'histoire et la culture roms dans le but de les inclure dans le programme scolaire officiel (ORDEN EDU/71/2016, du 8 février). Il est inclus dans le règlement du programme scolaire et son application dans les écoles primaires (Décret 26/2016 du 21 juillet).

taire, car il est très important de travailler également avec les familles

- Créer des centres intégrés rassemblant l'enseignement primaire et secondaire, afin d'éviter la perte d'élèves dans le passage d'une étape à l'autre
- Soutien à la formation professionnelle de base (suivi, plus de ressources, plus d'enseignants, etc.)
- Promouvoir les activités parascolaires en dehors de l'environnement local (voyages, visites à l'étranger, etc.)
- Promouvoir l'éducation numérique.

Selon le gouvernement de Castille-Leon, les principales difficultés rencontrées au cours des deux années d'application du programme peuvent être résumées dans les trois domaines suivants:

### **Le pacte de lutte contre la ségrégation scolaire en Catalogne (Espagne)**

Le Pacte de lutte contre la ségrégation, signé dans la Communauté autonome de Catalogne, est un moment important dans la lutte contre la ségrégation. Le Pacte est un vaste document comprenant 189 mesures qui doivent être appliquées au cours des prochaines années scolaires. Il n'offre pas de solution au problème dans son ensemble. Dans certains centres, l'hétérogénéité de la composition des élèves a augmenté, mais à ce jour, aucune réduction significative de la concentration des élèves présentant certains profils n'a été observée. Le programme est volontaire et s'écarte de la condition préalable selon laquelle si la communauté éducative ne s'implique pas d'une manière volontaire, le succès sera difficile à atteindre. Cela limite la portée du projet. Dans bien des cas, la non-participation des familles s'accompagne de taux de décrochage élevé. Pour cette raison, des projets sont lancés pour travailler avec les familles tant dans le domaine de la participation que dans celui de l'accompagnement des élèves dans les différentes étapes de leur scolarité. Un élément souligné comme positif est la continuité du projet, étant donné que 100% des centres éducatifs ont renouvelé leur participation pour la prochaine année scolaire.

Comme en Catalogne, l'un des principes fondamentaux appliqués à ces types de mesures est que **la liberté de choix a des limites**; il est nécessaire d'introduire des mécanismes de correction dans le système qui doivent inclure l'établissement d'un pourcentage maximum d'élèves vulnérables pour diverses raisons. Il est également nécessaire d'éviter de remplir les quotas d'élèves à besoins éducatifs particuliers /BEP/ dans les écoles semi-privées par des élèves qui n'ont pas de tels besoins. Pour autant, la Castille-Leon ne va pas aussi loin que la Catalogne et les mesures de Programme 2030 reposent toujours sur le principe de «compensation des inégalités» et ne comprennent pas de mesures plus radicales liées à la redistribution du corps étudiant à travers la réforme des processus d'admission.

### **Programme “Kumpania” à Valence (Espagne)**

L'une des propositions **des organisations que le ministère de l'Éducation, de la Culture et des Sports choisit de mettre en pratique est le programme «Kumpania»**, qui suit le même modèle que le programme „Promociona” на FSG<sup>12</sup>. Il est lancé au cours de l'année scolaire 2019-2020 et est fondé sur un partenariat social avec des organisations travaillant avec des élèves roms. Il offre un nouveau service spécialisé et personnalisé visant à l'amélioration sociale et éducative et destiné aux enfants et adolescents roms et à leur environnement social et familial. L'objectif est d'aider les enfants à terminer l'enseignement secondaire obligatoire et de les encourager à poursuivre leurs études et au-delà (Gouvernement de Valence, 2019).

### **Le cas de RA d'Aragon (Espagne)**

L'établissement d'une proportion maximale admissible d'élèves présentant des caractéristiques spécifiques dans un établissement particulier est une bonne protection contre une concentration excessive, c'est-à-dire contre la ségrégation. Le cas de la Région autonome d'Aragon en Espagne est un exemple d'activisme parental

---

<sup>12</sup> <https://www.gitanos.org/que-hacemos/areas/education/promociona.html>

qui a conduit à un changement juridique. La région est obligée de réviser le processus d'accès à l'école et la composition des écoles.

La Cour suprême a statué en faveur de l'Association des parents de l'école secondaire Lucas Malada de Huesca (Décision n° 409), contestant **l'Ordre des écoles pour l'année scolaire 2017/2018** pour tout l'Aragon au motif qu'il ne répond pas à l'exigence légale d'établir, pour les années de l'enseignement secondaire, une part maximale d'élèves ayant des besoins particuliers en matière de soutien éducatif, «qui assure une **répartition équilibrée dans tous les centres**, et donc une éducation de qualité, opportunités égales et cohésion sociale». A cette occasion, c'est la mobilisation des parents qui conduit à un changement dans la compréhension des processus d'entrée dans le système éducatif. A la suite de la décision du tribunal, l'ordre scolaire pour l'année prochaine (2019 – 2020) comprend quelques mesures spécifiques qui manquaient dans les ordres précédents:

- La taxation des familles pour les services relatifs à l'enseignement obligatoire est explicitement interdite. Il s'agit d'un pas en avant dans la pratique, agissant comme un délimiteur, et peut conduire à l'incapacité des élèves les plus vulnérables en matière financière à fréquenter les écoles semi-privées facturant ces frais supplémentaires. Cependant, la solution permet aux écoles de facturer des activités supplémentaires et parascolaires, ce qui, comme il est devenu clair (Greuges, 2016), est une tendance à maintenir la situation de ségrégation dans certaines zones. De même, en Bulgarie, la participation à des activités non obligatoires, entraînant des frais supplémentaires pour les parents, peut éloigner certains parents et élèves de la communauté scolaire et les rendre mal à l'aise de rester.
- Les centres sont limités, dans la mesure du possible, à un maximum de 15% d'élèves ayant besoin d'un soutien pédagogique. Les autorités éducatives, en fixant ces limites, doivent tenir compte de la répartition de la caractéristique au sein de la population cible: le pourcentage moyen d'élèves ayant besoin d'un soutien scolaire devrait être bien inférieur à 15%.

En d'autres termes, les autorités éducatives doivent disposer de données fiables et réelles.

- Dans le cas d'écoles à forte concentration d'élèves ayant des besoins particuliers en matière de soutien éducatif, les commissions scolaires peuvent décider de la répartition de ces élèves entre les écoles d'un arrondissement donné.

Les mesures relatives à l'admission des élèves dans les écoles et à la réglementation du processus d'entrée dans le système éducatif sont extrêmement importantes en Espagne, tant en théorie qu'en pratique (Benito, 2007; Alegre, 2017). En particulier, Alegre (2017) fait un examen approfondi des études existantes, preuve de l'effet des différentes politiques d'inscription sur la ségrégation. Une autre étude portant sur les résultats du PISA dans la Communauté autonome de Galice affirme que l'efficacité des résultats vient en premier avant la qualité du processus. Bien que les élèves locaux soient généralement plus représentés dans les écoles privées subventionnées par l'État, même dans les écoles publiques, la proportion d'élèves immigrés ne dépasse généralement pas 10%, ce qui signifie que la ségrégation mesurée par n'importe quel indice est faible (Santos-Rego et al, 2012). Ce cas montre qu'en pratique, il est parfois bien de s'efforcer d'atteindre une situation raisonnable de non-ségrégation, c'est-à-dire en gérant les flux d'élèves vers différentes écoles, au lieu d'essayer d'atteindre une situation idéale irréaliste. Les gouvernements des Communautés autonomes (certains plus que d'autres) réfléchissent à la nécessité de planifier et de créer une répartition géographique équilibrée afin d'atteindre une plus grande diversité dans la composition des élèves, que ce soit en termes socio-économiques ou en termes d'ethnicité. Jusqu'à présent, seules quelques RA ont fait des changements systématiques dans cette direction, bien que dans la quasi-totalité d'entre eux, il existe des cas particuliers de déplacement des élèves d'un centre à un autre ou fermeture des centres très ségrégués. Il s'agit, dans la plupart des cas, d'actions concrètes prises pour résoudre des problèmes spécifiques, mais elles montrent qu'il existe un problème pour lequel des solutions plus générales doivent être trouvées.

La répartition équilibrée des élèves dans différents centres d'un même arrondissement, dans certains cas, a un effet positif sur l'ensemble de la communauté éducative. En Espagne, cependant, il existe très peu d'évaluations de ces mesures, parce que celles-ci sont relativement nouvelles et, de toute façon, leur impact sur les élèves roms est inconnu. La plus part des enseignants de la FSG, signalant des cas de répartition équilibrée des élèves dans les centres éducatifs (Andalousie, Aragon, Castille-La Manche, Castille-Leon et Valence), estiment que la conséquence la plus importante en est l'amélioration de l'intégration dans le milieu scolaire, suivie d'une meilleure performance des élèves. Dans tous les cas, aucun effet négatif n'a été observé dans ces cas et dans toutes les RA, sauf Aragon, des modèles similaires commencent à être reproduits dans d'autres centres.



## **5. Politiques mises en œuvre par les municipalités, les organisations non gouvernementales et les écoles**

### **Gabrovo (Bulgarie)**

Le modèle de Gabrovo pour lutter contre la ségrégation secondaire est présenté en détail dans le Rapport sur la surveillance civile des Roms pour 2019<sup>13</sup>.

Selon le recensement de 2011, il n'y a que 367 Roms sur 61 482 habitants dans la municipalité de Gabrovo. Ils ne sont pas isolés dans des ghettos et vivent dans des conditions relativement normales. Les préjugés, l'intolérance et les erreurs de certains directeurs ont conduit à la transformation de l'école de base III «Tsanko Dustabanov» en école «rom». Le 29 mars 2018, le Conseil municipal a décidé de fermer l'école et d'inscrire ses élèves dans toutes les autres écoles de Gabrovo. C'est le résultat d'un débat public mené par la municipalité, ainsi que de nombreuses rencontres avec des parents, notamment d'origine rom, organisées par le Centre Amalipe. De cette façon, à partir de septembre 2018, il n'y a plus d'école «rom» à Gabrovo. L'approche de la municipalité de Gabrovo pour la déségrégation et la prévention de la ségrégation secondaire comprend:

1. Surmonter la ségrégation secondaire déjà établie en fermant l'école ségréguée «rom»;
2. Intégration des élèves roms dans toutes les autres écoles afin de prévenir la ségrégation secondaire. Il est important que toutes les autres écoles acceptent des élèves roms et qu'aucune autre école ne développe un profil «rom»;
3. Effectuer un travail permanent avec les parents roms par une ONG respectée. En général, les parents sont conscients de la faible qualité de l'enseignement ségrégué et souhaitent que

---

<sup>13</sup> Disponible à l'adresse <http://amalipe.com/files/publications/RCM-Y2-C1-Bulgaria-PUBLISHED.pdf>

leurs enfants étudient avec des Bulgares de souche, mais ils craignent la façon dont «l'école bulgare» va gérer leur admission. Le véritable partenariat d'une organisation rom locale est le moyen le plus sûr de persuader les parents d'inscrire leurs enfants dans des écoles ordinaires;

4. Un travail continu avec les parents non roms est nécessaire pour garantir que l'inscription des enfants d'origine rom n'entraînera pas une détérioration de la qualité de l'éducation;
5. Il faut du courage politique et de l'influence dominante: la décision de mettre fin à la ségrégation secondaire en inscrivant des enfants roms dans toutes les autres écoles ou en fermant des écoles n'a jamais été populaire. Il faut du courage et une forte influence dominante.

L'approche de déségrégation de Gabrovo est applicable aux processus irréversibles et relativement avancés de ségrégation secondaire. Si des efforts sont faits dès le départ, il est peu probable que les écoles ferment leurs portes. Si des mesures préventives étaient prises, ce serait encore plus efficace. Dans le même temps, l'approche d'un taux d'inscription relativement équilibré des élèves roms dans toutes les écoles afin d'atteindre des proportions similaires peut et doit être appliquée dans de nombreuses municipalités. C'est l'une des conditions préalables pour éviter la ségrégation secondaire.<sup>14</sup>

## **Shumen (Bulgarie)**

La ville de Shumen est l'un des 28 centres régionaux de Bulgarie avec une population d'environ 100 000 personnes. Outre la population bulgare, Shumen a une importante population turque et rom et une petite communauté arménienne.

Les élèves des quatre principaux groupes ethniques de la ville (Bulgares, Turcs, Roms, Arméniens) ont fréquenté l'école secondaire

---

<sup>14</sup> Voir plus d'informations sur: <http://amalipe.com/index.php?nav=news&id=3318&lang=2>

«Trayko Simeonov» de Shumen jusqu'à 2010. L'école est située dans un grand quartier résidentiel peuplé, situé à la banlieue, loin du centre-ville. Peu après 2010, les parents d'enfants des groupes ethniques bulgare, turc et arménien ont commencé à retirer progressivement leurs enfants et à les inscrire dans les écoles centrales de la ville. De cette façon, la plupart des enfants du groupe ethnique rom restent à l'école «Trayko Simeonov». Le moteur de ce processus est probablement l'inscription d'un plus grand nombre d'élèves roms de deux quartiers voisins, peuplés principalement de Roms – *Byalata prast et Vitosha*.

Un directeur d'école nouvellement nommé prend l'initiative visant à lutter contre la ségrégation ethnique croissante de l'école en raison de l'abandon scolaire des élèves non roms. Depuis 2015, l'école rejoint le programme de «Centre Amalipe», assistant également des écoles en cours de ségrégation. L'objectif de l'école, formulé par sa direction, est de créer une communauté scolaire multiculturelle dynamique, contribuant ainsi à une «société multiculturelle juste et tolérante». Le «Centre Amalipe» commence à introduire toutes les composantes de son programme d'éducation interculturelle à l'école dans l'objectif d'améliorer la qualité de l'enseignement scolaire et le rendre à nouveau attractif pour les parents d'origines ethniques différentes.

L'école attire progressivement les parents et les enfants de l'ethnie turque et leur pourcentage augmente progressivement. L'accent est mis sur la réussite des élèves aux tests nationaux standardisés organisés après la 4e, la 5e et la 12e année. Les élèves de l'école secondaire «Trayko Simeonov» sont classés au quatrième rang dans toute la ville. La nouvelle se répand parmi les parents. Il faut encore 2-3 années scolaires pour améliorer la base matérielle et l'équipement et rendre l'école attractive pour les parents d'enfants bulgares. Le changement dans la population des élèves devient visible pour la première fois dans les classes primaires. En 2020, seulement 30% des enfants roms sont en première année, et 40 % en deuxième année par rapport à toutes les classes roms quelques années plus tôt. Les parents sont très satisfaits de la qualité des salles et de l'équipement, ce qui contraste fortement avec les

nombreuses écoles ségréguées, qui ont des salles en ruine et des équipements obsolètes.

La plupart des parents ne se soucient pas de la réussite de leurs enfants car ils ont le sentiment que leurs enfants sont confiés à des professionnels. Les parents roms n'ont pas non plus à se soucier de la façon dont ils traitent leurs enfants à l'école, car ils savent que leurs enseignants les respectent et font tout leur possible pour améliorer l'enseignement. Les parents sont acceptés par les enseignants comme un partenaire actif et un soutien. Les élèves fréquentent l'école avec désir, ce qui contraste également avec de nombreuses écoles ségréguées où la faible motivation des élèves à assister aux cours et la passivité des enseignants se transforme souvent en truisme systémique. Le public remarque la différence et change de plus en plus son attitude à l'égard l'institution scolaire.

Les enseignants de l'école sont prêts à travailler avec chaque élève individuellement, si nécessaire, en tenant compte de ses caractéristiques culturelles et familiales. Les enseignants travaillent quotidiennement pour améliorer la réussite de leurs élèves. Les attentes élevées sont parmi les principales raisons des bons résultats des élèves, mesurés par les résultats des tests des examens nationaux standardisés.

Le modèle comprend l'utilisation d'un médiateur éducatif à plein temps qui parle à la fois le romani et le turc. Le médiateur pédagogique est généralement un employé municipal dont la tâche principale est de maintenir la relation entre les écoles et les parents les plus défavorisés. De nombreux médiateurs éducatifs sont d'origine rom.

## **Vidin (Bulgarie)**

Le projet de déségrégation réalisé par l'organisation rom «Drom», ville de Vidin, est le premier d'une série de projets similaires mis en œuvre dans diverses villes bulgares avec le soutien de l'Institut de la société ouverte / Fonds pour l'éducation des Roms. Le projet a été le plus actif à Vidin en 1999 – 2000, et a ensuite été reproduit à Sofia (la capitale), Pleven, Haskovo, Stara Zagora, Montana, Berko-

vitsa, Plovdiv, Pazardzhik et Sliven. Les localités où les projets de déségrégation liés à la famille ont été réalisés, à l'exception de Berkovitsa (petite ville de la région du Montana), sont des centres régionaux avec au moins un quartier rom ségrégué. Cependant, la taille des quartiers ségrégués, la situation socio-économique des communautés roms et l'accès aux services publics diffèrent considérablement dans chacune des villes lors de la réalisation des projets de déségrégation.

Le projet de l'association «Drom» vise l'inscription uniforme des enfants d'origine rom du quartier ségrégué «Nov pat», situé à la banlieue, dans toutes les écoles primaires de Vidin. Le processus de déségrégation comprend une école primaire entièrement rom située dans le centre de Nov Pat. Ce projet pilote est probablement le plus proche de l'idée de retirer complètement les enfants roms de l'école séparée de leur quartier.

Outre le transport par bus, le projet propose une variété d'activités pour l'adaptation et l'émancipation ultérieures des enfants roms parmi leurs camarades de même âge non roms. L'idée d'une répartition égale des élèves roms dans toutes les autres écoles a été adoptée par de nombreux projets ultérieurs. Cette idée a une double explication: d'une part, c'est la situation techniquement idéale de non-ségrégation, d'autre part, l'approche vise à prévenir la ségrégation secondaire provoquée par le «flux blanc», c'est-à-dire les parents bulgares n'auront aucune chance de trouver une école sans Roms dans laquelle déplacer leurs enfants. Le projet parvient effectivement à inscrire des élèves roms dans 11 écoles différentes et limite le nombre d'élèves roms dans une classe particulière à 5-6 élèves, ce qui ne représente généralement pas plus d'un tiers de tous les élèves d'une classe. Avant le début du projet, plus de 100 enfants du quartier «Nov pat» étudient déjà parmi leurs camarades bulgares dans le centre, c'est-à-dire le processus de déségrégation commence tout seul en réponse à la demande croissante d'une meilleure éducation et de meilleures chances de vivre dans une partie de la communauté rom. Toutefois, une telle répartition égale des élèves roms est très difficile à réaliser, lorsqu'elle n'est pas soutenue par des dispositions légales obligatoires ou du moins une politique

nationale clairement formulée. Le système éducatif bulgare est fermement basé sur le libre choix des écoles par les parents en combinaison avec une sélection basée sur la réussite, en particulier après la 7<sup>e</sup> année (à l'entrée au lycée).

Même ce projet ambitieux n'a pas réussi à faire sortir tous les élèves de l'école ségréguée, qui continue d'exister, et en 2021, il y a encore beaucoup d'élèves et une stratégie de développement organisationnel publiée sur son site Web<sup>15</sup>. L'un des objectifs énoncés dans le document est de soutenir l'identité culturelle des élèves roms.

## **Berkovitsa (Bulgarie)**

Selon l'Institut national de statistique du recensement de 2011, les habitants de la commune de Berkovitsa sont environ 15 000 personnes (82,38%), s'identifiant comme Bulgares et 3 059 (16%) Roms, ainsi qu'une petite proportion de citoyens s'identifiant comme Turcs ou appartenant à un autre groupe ethnique. Commune de Berkovitsa est une petite municipalité avec des fonds propres budgétaires très limités, ce qui limite sa capacité à mener des politiques éducatives indépendantes sans le soutien du gouvernement central.

Le quartier de Rakovitsa est séparé et peuplé principalement de Roms, situé à la banlieue de la ville de Berkovitsa, loin des jardins d'enfants et des écoles, dont la plupart sont situés dans la partie centrale de la ville. Il existe une importante division intra-groupe parmi les Roms, qui joue un rôle important dans la définition de leurs relations sociales: les sous-groupes spécifiques de Roms comprennent les lechetari, les kochnitchari et un petit nombre de kelderari (kaldarachi). Une école de base ségréguée avec 100% d'élèves d'origine rom est située près du quartier rom, où il n'y a pas de jardin d'enfants, de sorte que les enfants roms fréquentent un enseignement préscolaire obligatoire dans des jardins d'enfants non

---

<sup>15</sup> <http://ouesv-vidin.org/стратегия-на-училището/>

ségrégés de la ville de Berkovitsa. Le manque de transports publics rend difficile la communication entre le quartier rom et le reste de la ville et entrave l'inscription des enfants dans les jardins d'enfants. Le processus de déségrégation à Berkovitsa a commencé en 2006 avec la mise en œuvre d'un projet mené par la Fondation pour le développement régional et culturel «Nangle – 2000» en partenariat avec la municipalité de Berkovitsa et avec le soutien du Fonds pour l'éducation des Roms à Budapest. La politique de déségrégation dans l'éducation sur le territoire de la municipalité de Berkovitsa a ses propres traditions et depuis lors, elle a été systématiquement maintenue grâce à la réalisation de projets financés par diverses sources. Outre le soutien logistique, le plan municipal pour l'intégration des Roms 2014 – 2020 prévoit d'autres formes d'assistance telles que l'assistance psychologique, les activités pédagogiques supplémentaires, les manuels scolaires gratuits et d'autres matériels pour les élèves jusqu'à la 7<sup>e</sup> année, etc., toutefois, il n'est pas clair dans quelle mesure elles sont mis en œuvre, étant donné que la dépendance à l'égard des ressources de la municipalité est un risque pour la durabilité et la continuité de bon nombre de ses politiques. Au moins, la municipalité parvient à remplir son engagement de soutenir la logistique de la déségrégation en fournissant des bus gratuits aux écoles et aux jardins d'enfants situés loin du quartier rom, qui seraient inaccessibles autrement inaccessibles aux enfants roms.

En 2019, la municipalité de Berkovitsa a postulé dans le cadre du programme national du Ministère de l'éducation et de la science «Soutenir les municipalités pour la réalisation d'activités de déségrégation éducative» pour soutenir l'intégration scolaire des enfants d'origine rom habitant la ville de Berkovitsa. Certains élèves de Rakovica sont transportés dans trois écoles d'accueil de la ville. Le transport est assuré par les écoles. La municipalité de Berkovitsa assure le transport des enfants âgés de 5 et 6 ans vers les jardins d'enfants de la ville. Les écoles accueillant des enfants d'origine rom dépendent du soutien de la municipalité de Berkovitsa ou du financement de projets.

Il convient de noter que, dans le cas de Berkovitsa, comme pour la plupart des projets de déségrégation réalisés par des ONG en Bulgarie, inspirés de la pratique pilote de la ville de Vidin, l'école ségréguée situé au quartier rom n'a jamais été fermée. Au contraire, certains parents roms sont persuadés d'inscrire leurs enfants dans d'autres écoles parmi les enfants bulgares et, en échange, ils bénéficient d'un transport gratuit, d'une attention particulière de la part de l'équipe du projet pour résoudre les conflits potentiels et autres problèmes et d'un soutien supplémentaire aux écoles d'accueil pour améliorer la base matérielle, l'environnement général et la fourniture de services supplémentaires.

### **Samokov (Bulgarie)**

Dans la ville de Samokov, le pourcentage d'enfants roms par rapport aux enfants de la majorité a augmenté au fil des années. Les parents roms préfèrent que leurs enfants étudient près de chez eux pour des raisons de commodité, mais aussi parce qu'ils sont préoccupés par la façon dont ils traitent leurs enfants à l'école. Le nombre de parents roms qui préfèrent que leurs enfants fréquentent l'école en dehors des quartiers roms augmente, mais même eux préfèrent les écoles situées près de chez eux. De nombreux parents bulgares estiment que l'inscription d'un plus grand nombre d'enfants roms dans des écoles en dehors des quartiers entraînera une détérioration de la qualité de l'enseignement. En conséquence, ils sont prêts à retirer leurs enfants des écoles accueillant de plus en plus d'élèves roms et à les inscrire ailleurs.

L'administration municipale est consciente de la menace de la ségrégation scolaire et tente d'arrêter et d'inverser la tendance négative. Le maire, depuis des années, propose que les enfants roms quittant les quartiers soient inscrits proportionnellement dans toutes les autres écoles, mais cette instruction est souvent négligée par certains directeurs. La plupart des écoles publiques en Bulgarie sont municipales. Ils sont financés par l'État, mais par le biais des budgets des communes qui reçoivent une aide de l'État en fonction du nombre d'élèves dans la commune et de critères supplémentaires



liés à la structure de l'agglomération et au réseau scolaire de la commune. En outre, les directeurs d'école jouissent d'une autonomie considérable et, dans certains cas, ont le pouvoir de ne pas respecter ou de ne pas appliquer strictement certaines politiques municipales, surtout si elles ne sont pas juridiquement contraignantes.

Il est particulièrement préoccupant de constater que certains élèves inscrits dans une école de base mixte ethnique de la ville sont réinscrits dans une école ségréguée située au quartier rom aux classes d'enseignement secondaire du premier cycle - car pour des raisons administratives, ils ne sont pas réinscrits dans les écoles mixtes ethniques. Au contraire, les efforts de la directrice Antoaneta Nikolova de l'école de base «Hristo Maksimov» pour empêcher la ségrégation secondaire de l'école et préserver l'égalité d'inscription des élèves de la communauté rom et de la majorité peuvent être considérés comme une pratique positive. L'école est située à proximité, mais en dehors du quartier rom. Actuellement, la composition ethnique de l'école de base «Hristo Maksimov» est mixte: 60% des élèves sont d'origine bulgare et 40% d'origine rom. Un énorme intérêt existe de la part des parents roms du quartier pour inscrire leurs enfants à l'école. Dans le même temps, il y a un «reflux blanc» car certains parents bulgares retirent leurs enfants de l'école en raison du pourcentage croissant d'enfants roms. Afin de préserver la composition ethnique mixte, la directrice de l'école ne permet pas la formation de classes roms ségréguées et refuse d'ouvrir une nouvelle classe avec des élèves majoritairement roms. Ses efforts ne sont pas soutenus par l'Inspection régionale de l'éducation et sont *de facto* entravés par d'autres écoles mixtes ethniques à Samokov, qui «volent» les élèves bulgares de l'école «Hristo Maksimov».

En outre, la tendance à la ségrégation à Samokov s'est aggravée en 2017 avec la décision du Conseil municipal et l'arrêté ultérieur du Ministre de l'éducation de transformer les écoles primaires et de base ségréguées existantes situées au quartier en une seule école formant des élèves de la 1<sup>e</sup> à la 10<sup>e</sup> année. De cette façon, les élèves roms de la 8<sup>e</sup> à la 10<sup>e</sup> année, qui fréquentaient auparavant des écoles mixtes ethniques à l'extérieur du quartier, restent «piégés». Le cas

est décrit dans le Rapport national sur la surveillance des Roms de 2018.<sup>16</sup>

## **Rakitovo (Bulgarie)**

Le projet a été initié par une ONG locale appelée «Edelweiss» et a été actif principalement dans la seconde moitié des années 90 du 20ème siècle. L'objectif était de compenser les divisions ethniques dans la ville de Rakitovo. A cette époque, il y avait à Rakitovo une école secondaire formant plus de 800 élèves de la 1e à la 12e année, une école secondaire pour des élèves handicapés de la 5e à la 12e année avec plus de 200 élèves de toute la Bulgarie, une école de base avec deux groupes à plein temps pour les élèves de la 1e à la 8e année pour les adolescents Roms provenant du quartier «Zapad» (avec plus de 500 élèves), une école auxiliaire pour enfants souffrant de handicaps multiples et un centre de détention internat pour enfants condamnés à des peines légères de toute la Bulgarie. La division a été faite principalement entre le l'école secondaire et l'école ségréguée. L'école secondaire ne refuse pas d'admettre les enfants d'origine rom, mais seuls les parents roms les plus instruits et les plus performants profitent de cette opportunité. Avant le début du projet, il n'y avait pas de contacts organisés ni d'activités parascolaires communes entre les deux écoles. Une certaine crainte et une certaine réticence existent parmi les parents bulgares face à la perspective d'inscrire un grand nombre d'enfants roms à l'école scolaire. Les parents roms craignent également qu'ils ne connaissent pas l'environnement éducatif de l'école secondaire et préfèrent l'environnement familial de l'école de base ségréguée, malgré les résultats obtenus par des élèves là-bas.

Le projet comprend des élèves de toutes les écoles de la ville, mais surtout de l'école secondaire où les enfants du petit quartier rom de la ville de Rakitovo ont toujours étudié. L'école ségréguée a

---

<sup>16</sup> Disponible à l'adresse [http://amalipe.com/files/publications/For%20printing\\_RCM\\_2017\\_Bulgaria\\_EC.pdf](http://amalipe.com/files/publications/For%20printing_RCM_2017_Bulgaria_EC.pdf)

été ouverte en tant qu'école primaire au cours de l'année scolaire 1947/1948 et a toujours été ségréguée. Plus tard, l'école a été agrandie et a commencé à éduquer les enfants jusqu'à la 8e année.

L'idée principale des organisateurs du projet est de créer des conditions favorables au réchauffement des relations entre parents roms et non roms dans la ville, en aidant les élèves de différents groupes ethniques à se connaître et à se faire des amis. Afin de faciliter les parents et leurs enfants, les Roms et les non-Roms, d'adopter la diversité dans l'école, «Edelweiss» loue un grand bâtiment au centre de la ville et le transforme en centre de formation. Des activités parascolaires attrayantes ont été organisées pour les élèves, telles que cours d'anglais, jouer des instruments de musique, groupes de marionnettes et de théâtre, groupe de folklore authentique, peinture et arts appliqués, mathématiques, rédaction d'un journal de l'école etc.

Des cours d'acquisition de compétences professionnelles et d'amélioration de la qualification ont été organisés pour les parents. En même temps, tout le monde faisait partie d'un groupe de débat attrayant, qui comprenait les intellectuels les plus éminents de la ville et de la commune. À la fin de chaque trimestre, les enfants ont la possibilité de montrer leurs propres progrès devant la communauté urbaine en coproduction avec la participation délégués d'écoles majoritairement bulgares et majoritairement roms.

Les dirigeants locaux, roms et non roms, y compris les chefs spirituels – le prêtre, le hodja et le pasteur local – ont été un peu prudents au début du projet, mais ont ensuite renoncé à leurs réserves et ont participé volontairement à diverses activités.

Le projet a connu un grand succès dans la construction de ponts entre les deux communautés et a conduit à une augmentation significative du nombre d'élèves roms inscrits à l'école secondaire. Presque tous les élèves roms de l'école secondaire qui ont participé au projet sont devenus des professionnels expérimentés ayant fait des études supérieures: six d'entre eux sont diplômés en tant qu'enseignants. Jamais auparavant les Roms du quartier n'ont achevé des études supérieures, et ceux qui ont fait des études secondaires font une exception.

## **Dzhulyunitsa (Bulgarie)**

Le village de Dzhulyunitsa est situé dans la commune bulgare de Lyaskovets. Sa population compte 1 600 habitants (2020) et accueille la plus grande école de la commune de Lyaskovets. L'ensemble de la commune compte une population de 13 600 habitants (2020). Les Roms de la commune sont concentrés dans le quartier de Chestovo du centre municipal – ville de Lyaskovets et dans le village de Dobri Dyal.

Après la fermeture de l'école du village de Dobri Dyal avec plus de 75% de population rom et du quartier de Chestovo à Lyaskovets avec plus de 95% de population rom, l'école de base «Petko Rachev Slaveykov» du village de Dzhulyunitsa a commencé à inscrire certains des élèves roms de l'école fermée du village de Dobri Dyal. Au cours de la première année sur un total de 109 élèves de l'école, il n'y avait que 8 élèves roms. En 2020, 116 élèves à temps plein de 4 localités sont formés dans l'école de base «Petko Rachev Slaveykov» du village de Dzhulyunitsa. Environ la moitié des élèves sont roms. Après avoir terminé leur éducation préscolaire, presque tous les enfants roms du village de Dobri Dyal et du quartier de Chestovo poursuivent leurs études à l'école du village de Dzhulyunitsa. La population locale de Dzhulyunitsa est entièrement d'origine bulgare.

L'école de base «Petko Rachev Slaveykov» est un établissement d'enseignement clé intégrant les enfants roms de l'école fermée du village de Dobri Dyal avec plus de 75% de population rom et du quartier de Chestovo à Lyaskovets avec plus de 95% de population rom. Les élèves des deux localités étudient avec des enfants du groupe ethnique bulgare dans le village de Dzhulyunitsa. C'est ainsi qu'une composition multiethnique est formée: plus de 47% d'élèves originaires de minorités ethniques / principalement des Roms/ et 53% d'élèves d'origine bulgare. Le groupe coloré est rejoint par des enfants de l'ethnie bulgare du village voisin de Kesarevo, où prédomine la population rom.

La pratique à Dzhulyunitsa est un projet réalisé par des écoles (de base) avec le soutien d'une organisation non gouvernementale. C'est un cas typique pour la Bulgarie dans le contexte de la forte

réduction du réseau scolaire tout au long du XXI<sup>e</sup> siècle, accélérée par une politique d'État spécifique à partir de 2007. L'application du modèle ne rencontre pas de résistance de la part des parties intéressées, au moins en raison de la communication proposée entre les groupes d'intérêt et les efforts visant à inclure toutes les catégories de parties intéressées dans le modèle.

La pratique comprend la création d'un parlement scolaire qui fonctionne avec succès à l'école depuis des années. Ce type d'autonomie gouvernementale des élèves crée des compétences en matière d'organisation et de leadership des élèves et développe leur sens des responsabilités et leur engagement envers l'école et les autres élèves. Le parlement scolaire réalise diverses activités destinées aux élèves menacés de décrochage scolaire en les impliquant dans diverses initiatives et en organisant des campagnes et des fêtes.

Les enseignants suivent une série de formations pour travailler dans un environnement multiculturel et introduire des éléments interculturels. Ils sont formés pour enseigner des matières parascolaires telles que le «folklore rom». La formation des enseignants vise à assurer le travail d'équipe et la continuité entre les différents groupes de l'école. Avec l'introduction de l'enseignement à distance, les enseignants développent certains des cours en ligne les plus efficaces visant à numériser le contenu des manuels de «Cours de culture rom».

L'implication des parents en tant que partenaires actifs dans la vie scolaire est un élément clé dans la construction du modèle global. La participation des parents dans ce modèle est réalisée par la création d'un club de parents. Le club de parents de l'école travaille en étroite collaboration avec un médiateur éducatif et une équipe pédagogique chargés de soutenir l'engagement parental et l'activation communautaire. Les parents participent aux initiatives et aux célébrations de l'école en contribuant aux événements. La célébration de journées internationales importantes est une bonne occasion d'attirer l'attention des parents sur des objectifs et des valeurs spécifiques.

Les élèves participent à divers événements avec des élèves d'autres écoles, en alternant leurs visites. Les enseignants participent à des conférences pour échanger des bonnes pratiques et des modèles réussis; formation et activités dans le cadre du programme «Chaque élève sera un excellent élève» de Ceentre «Amalipé», ainsi que la participation au rituel traditionnel «*survakane*» – *tradition bulgare pour souhaiter une année fertile et réussie*. Enfants d'origine rom des institutions de Sofia pour célébrer le Nouvel An rom – Vasilitsa.

## **Tundzha (Bulgarie)**

La commune de Tundzha est la plus grande commune de la région d'Yambol (l'une des 28-régions en Bulgarie). Tundzha est une commune rurale typique: elle comprend 44 villages habités par de grandes communautés minoritaires. Les communautés roms sont inégalement réparties dans les localités de la commune. La population rom est plus compacte dans les villages de Veselinovo, Zavoy, Drazhevo, Kukorevo, Botevo, Hadjidimitrovo, Krumovo et autres. Plus de 50% de la population rom a moins de 20 ans. La population totale de la municipalité est légèrement supérieure à 25 000 habitants, dont près de 4 000 (15% à 16%) s'identifient comme Roms.

En 2009, la municipalité de Tundzha a élaboré deux documents d'importance stratégique: Stratégie de développement du système éducatif de la municipalité de Tundzha pour la période 2009-2015 et Programme pour l'intégration des minorités ethniques, destiné principalement aux jeunes et visant à une intégration plus complète des enfants d'origine ethnique rom dans le système éducatif municipal. La municipalité de Tundzha a réalisé le projet «Communautés scolaires» en partenariat avec deux organisations non gouvernementales – Centre des programmes éducatifs et des initiatives sociales et Conseil municipal de la jeunesse «Tundzha». Il s'agit d'un modèle de socialisation et d'intégration scolaire dans de petites localités, financé par le Centre d'intégration scolaire des enfants et des élèves originaires de minorités ethniques et le Fonds pour l'éducation des Roms. Le projet est réalisé en 2011-2012. L'objectif

est de permettre la couverture complète des enfants et des élèves vivant dans la commune de Tundzha dans les établissements préscolaires et scolaires, de partager l'expérience pratique lors de l'application des mesures d'intégration scolaire des enfants et des élèves originaires de minorités ethniques. La pratique municipale est un modèle pour prévenir la ségrégation et préserver la mixité ethnique des élèves dans les écoles rurales où coexistent des élèves roms et bulgares, malgré la baisse du pourcentage d'enfants bulgares.

Le groupe cible du projet comprend les enfants des groupes préparatoires scolaires; élèves rom de la 1<sup>e</sup> à la 4<sup>e</sup> année inclus dans le programme scolaire à temps plein; les élèves roms qui étudient toute la journée dans le premier cycle de l'enseignement secondaire; environ 800 parents des communautés scolaires des écoles centrales<sup>17</sup> municipales de 8 villages; 136 enseignants des écoles de la commune de Tundzha.

Des activités ont été organisées afin de renforcer les capacités de leadership informel des personnalités éminentes des communautés locales. Les volontaires travaillent avec les communautés roms marginalisées pour soutenir la participation des élèves et des parents dans les écoles centrales municipales. Huit mentors ont été sélectionnés comme faisant partie intégrante de la mise en œuvre du projet avec des enfants originaires de groupes marginalisés formés pour travailler avec des enfants, des élèves et des parents de minorités ethniques et de groupes vulnérables, dont 4 appartiennent à la communauté rom. Les mentors travaillent avec les enfants, les élèves et les éducateurs dans les groupes de préparation préscolaire obligatoires, les groupes à temps plein, les activités parascolaires et les clubs. Les mentors soutiennent l'adaptation des enfants et confort dans l'environnement scolaire, soutiennent leur interaction avec les éducateurs, encouragent le développement personnel des élèves

---

<sup>17</sup> Dans le système éducatif bulgare, après une optimisation à grande échelle du réseau scolaire, qui a commencé en 2007, à la suite de laquelle jusqu'à 800 écoles, ont été fermées, certaines écoles ont été identifiées comme centrales, ce qui signifie qu'elles accueillent des élèves venant de différentes localités environnantes. A ne pas confondre avec le terme «école, point de contact».

dans un environnement multiculturel et compétitif. Ils travaillent également avec les parents pour les inclure dans la communauté scolaire.

Le nombre des élèves dans les groupes à temps plein dans les écoles centrales municipales est passé de 677 à 921 avant le début du projet. Plusieurs de 244 élèves récemment inscrits dans les groupes à temps plein sont d'origine rom. Le modèle comprend également la création de 16 clubs d'activités parascolaires dans les huit écoles centrales pour améliorer l'expérience des élèves impliqués dans les activités d'apprentissage à temps plein et de développement personnel. Une «école des parents» a été organisée avec des groupes de discussion sur les intérêts des parents et de la communauté.

### **Organisation de cours sur la culture rom à l'école (Bulgarie)**

Depuis 2002, le Centre Amalipe encourage l'organisation de cours sur la culture rom, en particulier dans les écoles accueillant des élèves roms. L'objectif de l'introduction de ce programme dans le programme facultatif est de créer un modèle efficace pour la formation de la tolérance interethnique, de la fierté et de l'amitié, ainsi que pour l'inclusion des enfants à l'école grâce à une étude du folklore, de la culture et de l'histoire des Roms. L'enseignement de la culture rom ne poursuit pas directement des objectifs liés à la déségrégation, mais soutient la coexistence d'élèves et de parents roms avec des élèves et des parents d'autres groupes ethniques, partageant les mêmes écoles et le même environnement social. Le modèle permet aux enfants d'origine non rom de se familiariser avec le riche monde folklorique des Roms, voir les similitudes entre la culture rom et la culture des autres groupes ethniques, se persuader que les contes de fées, les légendes et les chansons des Roms parlent de justice, d'amour et de bonheur humain.

L'enseignement du folklore/culture rom, avec l'aide du Ministère de l'éducation et de la science au cours de l'année scolaire 2003–2004, a été introduit dans environ 270 écoles en Bulgarie, soit un



peu plus de 10% de toutes les écoles. Le financement provient du budget de l'école. Conformément à ses objectifs, le programme touche progressivement plus de 6 000 élèves, dont beaucoup sont des Roms, et contribue à les attirer et à les retenir à l'école. L'une des raisons du pourcentage élevé d'enfants roms qui ne sont jamais inscrits ou abandonnés à l'école est que l'école est considérée comme une institution officielle et à distance dans laquelle les enfants roms ne peuvent rien trouver à eux.

Des matériaux attrayants à l'usage des élèves et un manuel pour les enseignants sont fournis pour les leçons, ce qui est une caractéristique très importante du modèle. Les auteurs soulignent, dans l'introduction du manuel contenant des instructions pour les enseignants qui commencent à enseigner le folklore rom, qu'il ne s'agit pas d'une matière enseignée uniquement aux Roms, mais aux élèves de tous les groupes ethniques, des enseignants qui peuvent également appartenir à n'importe quel groupe ethnique (Kolev et al. 2004). Nonobstant, les Roms sont encouragés à devenir professeurs de folklore/culture rom. La matière n'est pas liée à la connaissance ou à l'étude de la langue rom, car pour de nombreux groupes roms en Bulgarie, ce n'est pas leur langue maternelle. Les auteurs du cours notent également que de nombreux étudiants bulgares ont des préjugés contre les Roms dans leur environnement familial ou social (Kolev et al. 2004).

Le modèle encourage l'implication des parents dans le processus d'activités collectives et la participation aux productions scolaires communes. Les professeurs participent également à une formation complémentaire sur l'histoire et la culture roms, ainsi qu'à l'utilisation de manuels rédigés spécifiquement pour le projet.

Le projet emploie également des médiateurs pédagogiques, dont la tâche principale est d'établir un lien fort entre les établissements d'enseignement et les familles des enfants et des élèves engagés dans des activités éducatives. Le projet est devenu une partie intégrante de la vie de nombreuses communautés roms, le dernier mais non le moindre, avec le soutien de centres communautaires spéciaux créés par le Centre «Amalipe». Outre les parents d'élèves impliqués dans l'étude du folklore rom, les centres

communautaires assurent la liaison avec les responsables locaux et les autorités locales qui commencent peu à peu à partager les valeurs du projet.

Initialement, le projet a rencontré des difficultés ou du moins des soupçons de la part de certaines parties intéressées, mais progressivement, la confiance construite entre les principaux participants – élèves, spécialistes pédagogiques et parents – transforme le folklore romain en une des matières parascolaires bien adoptées.

### **Le programme «Chaque élève sera un excellent élève» (Bulgarie)**

Le programme a été démarré et réalisé par le Centre Amalipe pour le dialogue interethnique et la tolérance depuis 2010 avec l'appui financier d'abord de la Fondation des États-Unis pour la Bulgarie et ensuite du Trust pour la réussite sociale. Son principal objectif est de prévenir l'abandon scolaire et le maintien des enfants roms à l'école, d'augmenter le nombre d'enfants réintégrés et inscrits à l'école, de responsabiliser et d'encourager la participation des parents (roms) à la vie scolaire, d'augmenter considérablement le pourcentage de jeunes roms poursuivant leurs études dans les écoles secondaires/lycées.

Depuis 2010, le programme global est progressivement développé et enrichi, atteignant environ 40 000 enfants (dont 60 % d'origine rom) dans presque 300 écoles en 2020. Le concept principal du programme est qu'un changement est nécessaire dans l'environnement scolaire global: changement dans les méthodes pédagogiques utilisées, dans les programmes éducatifs, dans l'organisation de l'éducation, dans l'interaction avec les parents. L'éducation interactive et interculturelle est la meilleure base pédagogique pour vaincre le décrochage scolaire.

Les méthodes utilisées dans le programme visent à transformer l'école en un système qui fonctionne bien, en activant les élèves, les professeurs, les parents et en contribuant au développement de la communauté locale. Le programme scolaire pour vaincre et main-

tenir le décrochage scolaire est un outil clé pour la planification des activités de maintien des enfants à l'école. Chaque programme scolaire devrait inclure des activités dans les domaines suivants:

1. Formation de tous les enseignants pour un travail efficace dans un environnement multiculturel; une série de conférences municipales et régionales de partage d'expériences, réalisées lors d'une conférence nationale.
2. Introduction de l'éducation interculturelle: à travers des cours facultatifs de culture rom, des activités extrascolaires dans les heures des matières obligatoires.
3. Activités de responsabilisation et d'inclusion des parents: Création d'un club paternel par les parents actifs afin de les impliquer dans la résolution des problèmes liés aux enfants à risque de décrochage scolaire et de les inclure dans les processus décisionnels; Organisation de débats publics/conférences pour les parents et «L'école des parents» sur des sujets d'actualité, etc.
4. Création d'un parlement d'élève et d'autres activités pour activer les élèves avec une composition ethnique mixte (le cas échéant) – faire participer activement les élèves à la vie scolaire; engager et habiliter les élèves à prendre des décisions concernant leur séjour à l'école; soutien aux élèves quittant prématurément l'école.
5. Camarades aidant leurs camarades du même âge (mentors).

Le programme a obtenu de bons résultats: le nombre d'élèves qui abandonnent les écoles participantes passe de 2,4 % à 0,6 % (ce qui est bien en deçà du moyen national), le pourcentage d'élèves roms qui poursuivent leurs études secondaires passe de 38 à 93 %, etc. Une évaluation indépendante du programme, effectuée par deux agences sociologiques prouve ces résultats et souligne qu'au cours de la même période, le décrochage scolaire prématuré dans ces écoles, qui ne sont pas incluses dans le programme, a considérablement augmenté. Cela confirme les résultats très positifs.<sup>18</sup>

---

<sup>18</sup> La note peut être consultée sur: [http://amalipe.com/files/publications/Amalipe\\_TSA\\_evaluation\\_sum2.pdf](http://amalipe.com/files/publications/Amalipe_TSA_evaluation_sum2.pdf)



**AMALIPE**  
Center For Interethnic Dialogue  
and Tolerance

# THE NETWORK "EVERY STUDENT WILL BE A WINNER" IN 2020-2021

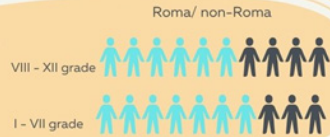
ТРЪСТ  
ЗА СОЦИАЛНА  
АЛТЕРНАТИВА



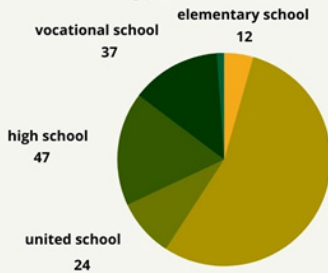
**270**  
schools



**50 457** students



Types of schools:



**137** parents clubs  
**1228** parents, of whom Roma



**846**

**224**  
educational mediators were assisted



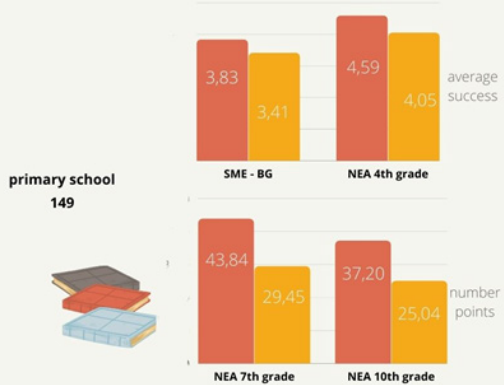
**792**  
student mentors who took part in the webinar



**1000** devices  
**1700** reached students

Results 2021:

total for the country; Amalipe network



## Pratiques innovantes d'écoles spécifiques (Espagne)

De nombreuses écoles en Espagne ont commencé à mettre en œuvre des projets concrets et de nouvelles méthodologies, en particulier dans l'enseignement primaire, afin d'améliorer en interne la qualité de l'éducation, de la communication et des relations dans le contexte de la ségrégation. Un objectif supplémentaire est d'attirer dans ces centres des élèves ayant d'autres profils.

Les projets sont principalement liés à l'inclusion dans la communauté scolaire et l'environnement local en améliorant la coexistence et la qualité de l'éducation (communautés éducatives, écoles aimants, accords de fraternisation etc.). Ils incluent également des innovations technologiques et des méthodologies de formation active (formation sur la base de projet (PBL)<sup>19</sup>, formation commune etc.). Ces pratiques sont mises en œuvre par des équipes de gestion et d'enseignement dans des écoles spécifiques et non par une autorité éducative.

On ne sait pas non plus entièrement ce qui cause de telles innovations à l'exception des facteurs personnels idiosyncratiques. Il est difficile, dans ce cas des innovations espagnoles et bulgare, de trouver un lien direct avec la concentration d'élèves roms: la forte concentration des élèves ayant besoin d'un soutien particulier ne garantit pas en soi que l'école cherchera de nouveaux moyens de relever les défis. La concentration en Espagne semble plus susceptible de stimuler l'innovation. Pour la Bulgarie c'est moins vrai.

---

<sup>19</sup> La formation sur la base de projet (PBL) est une forme de formation qui utilise des problèmes réels pour créer une expérience scolaire riche. Il existe plusieurs définitions de PBL: 1) « La formation sur la base de projet est une approche dynamique en classe où les élèves examinent d'une manière active les problèmes et les défis dans le monde réel et acquièrent des connaissances plus approfondies. » (Edutopia, <https://www.edutopia.org/project-based-learning>); 2) „ La formation sur la base de projet est une méthode d'enseignement où les élèves acquièrent des connaissances et des compétences par le travail sur une longue période afin de rechercher et de répondre à une question authentique, engageant et complexe, problème ou défi » (PBLWorks, <https://www.pblworks.org/what-is-pbl>).

FSG a examiné 13 RA et l'application de pratiques innovantes dans les écoles ségréguées. Dans 1/4 des écoles ségréguées incluses dans l'échantillon, FSG a trouvé des preuves que des actions et des méthodologies ont été tentées pour lutter contre la ségrégation. La plupart des innovations dans les écoles ségréguées se trouvent à la région de Valence (16), suivie de Castille-Leon (12) et Valence (12), Castille-La Manche (6) et Catalogne (5). Les exemples d'innovation dans les écoles ségréguées dans les autres RA sont assez sporadiques, soit parce que les écoles hésitent à innover, soit parce qu'il y a trop peu d'écoles ségréguées. La plupart des méthodologies développées dans les écoles ségréguées en Espagne ont été faites par des membres du personnel enseignant. Les projets concernent principalement les communautés éducatives et les innovations pédagogiques et technologiques, étant donné qu'il s'agit de ressources méthodologiques pouvant être utilisées par les écoles elles-mêmes, sans la nécessité d'une participation directe des autorités publiques. La Bulgarie a un programme national spécial, lancé par le Ministère de l'éducation et de la science pour promouvoir l'innovation dans les écoles. Au cours des deux premières années du programme, très peu d'écoles participant au programme ont des élèves roms.

Les pratiques scolaires rapportées par FSG, ont trouvé des mesures communes dans trois projets d'enseignement primaire, bien que les projets spécifiques et leur impact diffèrent dans chaque cas. Les trois écoles de base participantes, sont situées dans une réalité et un contexte similaires: quartiers en très mauvais état ou qui comptent un pourcentage élevé de population à faibles ressources et centres avec des expériences différentes (y compris des expériences réussies avec des élèves divers), qui pour une raison ou une autre sont devenus des ghettos avec une forte concentration d'élèves roms.

Dans chacun des trois cas, la situation ne s'est pas améliorée et les équipes de direction des écoles elles-mêmes ont décidé en 2000 d'essayer de modifier la direction en développant des projets positifs pour améliorer la vie scolaire et la réussite des élèves. Dans tous les cas, l'ouverture des écoles à de nouveaux profils et à de nouvelles

expériences est considérée comme positive, tout en maintenant la participation des élèves déjà scolarisés dans ces écoles.

En Bulgarie, les réactions de la direction scolaire face à la ségrégation croissante sont similaires à de nombreux égards. L'analogie frappante est que les écoles dont la direction et le personnel prennent à cœur la ségrégation, n'ont déjà eu, en règle générale, une composition d'élève beaucoup plus diversifiée. Certaines des écoles ségréguées en Espagne ont décidé de changer radicalement la manière d'enseigner qui leur est devenue normale, en introduisant de nouveaux modèles méthodologiques non seulement en ce qui concerne l'apprentissage et l'enseignement, mais aussi en ce qui concerne leur relation avec l'environnement local et les modèles de coexistence adoptés par l'école.

Dans les exemples de projets scolaires en Espagne, les caractéristiques suivantes sont soulignées par FSG comme essentielles:

- Un leadership fort et une solide équipe de gestion capable de «persuader» le personnel pédagogique de l'efficacité du modèle mis en place.
- Certaines écoles soulignent également l'importance d'un personnel pédagogique stable, car les projets n'auraient pas de continuité dans le cas d'un grand nombre de personnel temporaire ou de professeurs. Le cas de Saragosse, il a été convenu avec les autorités de sélectionner les professeurs pour le projet à travers un processus de sélection basé sur la présentation d'une proposition didactique: un exemple rare de sélection fondée sur le mérite pour participer à un projet contrairement à la sélection habituelle basée sur un poste dans lequel la participation a lieu d'office.
- Formation des enseignants aux modèles innovants, technologies et autres compétences importantes pour la réalisation des projets.
- Développement d'un projet géré de manière centralisée impliquant des modifications de la méthodologie: PBL et communautés éducatives sont les modifications les plus

courantes, ainsi que la participation à des projets proposés par d'autres organisations.

- Le modèle de coexistence: créer des canaux de participation et imposer moins de sanctions aux élèves (par exemple par la médiation scolaire, l'éducation socio-émotionnelle dans certains cas). L'objectif est de faire participer les familles sur la base de la participation au Centre. Dans certains cas, cet objectif est atteint par l'organisation de séminaires de formation adaptés à leurs intérêts, tandis que dans d'autres, l'espace scolaires leur est ouvert tous les jours pour un usage commun.
- Le lien avec l'environnement. Il existe différentes façons de le faire, mais il est présent dans tous les projets: d'offrir de l'espace aux activités de quartier et d'organiser d'événements communautaires jusqu'à la conclusion des alliances avec d'autres organisations pour soutenir ou lancer des projets spécifiques.



## Conclusions

La ségrégation scolaire est l'un des problèmes les plus graves qui entravent l'accès des Roms à une éducation de qualité. Selon une enquête EU MIDIS II réalisée par l'Agence des droits fondamentaux de l'UE en 2016, il existe une ségrégation scolaire dans chacun des pays étudiés. La Bulgarie compte la plus grande proportion de Roms scolarisés dans des classes avec uniquement des élèves roms: 27%, tandis que 33% fréquentent principalement des classes roms. Il s'agit d'une grave détérioration par rapport à l'enquête EU MIDIS I. En revanche, l'Espagne est le pays où la proportion de Roms scolarisés dans des classes composées uniquement d'élèves roms est la plus faible: 3% selon une enquête EU MIDIS II, tandis que 28 % des enfants d'origine rom étudient dans des classes majoritairement roms. Il y a une amélioration significative par rapport à une enquête EU MIDIS I.

L'accès à l'éducation est un domaine clé de la politique d'intégration des Roms, avec la plus grande part d'attention politique et de bonnes pratiques. Le cadre de l'UE pour les stratégies nationales d'intégration des Roms stipule « Les États membres devraient veiller à ce que tous les enfants roms aient accès à une éducation de qualité et ne fassent pas l'objet de discrimination ou de ségrégation... » Les Recommandations du Conseil du 9 décembre 2013 sur des mesures efficaces pour l'intégration des Roms appellent à des mesures pour « (a) éliminer toute ségrégation scolaire... (c) réduire le décrochage scolaire à tous les niveaux de l'enseignement, y compris l'enseignement secondaire et la formation professionnelle; ... (g) encourager une participation parentale plus active et améliorer la formation des enseignants, le cas échéant ... »

Les bonnes pratiques dans certains États membres concernant ces mesures ont été mises en œuvre par des ONG ou par des municipalités. Le présent recueil constitue un ensemble varié de bonnes pratiques de la Bulgarie, de l'Espagne et de la Belgique, couvrant toutes les situations possibles de ségrégation et les approches différentes de la déségrégation:

- pour éviter la ségrégation scolaire (Espagne et Bulgarie);
- pour la déségrégation des écoles et des classes ségréguées dans les zones urbaines (Bulgarie): en fermant les écoles ségréguées, en désagrégant d'une partie des élèves des écoles ségréguées et en les intégrant dans les écoles ethniques mixtes, alors que des écoles ségréguées continuent d'exister et que de nombreux enfants roms poursuivent leur éducation dans ces écoles ségréguées, etc.;
- pour la déségrégation dans les zones rurales;
- pour une coopération systématique entre les écoles entièrement roms situées dans ou à proximité de quartiers ségrégués et les écoles bulgares de la même localité;
- pour l'intégration des enfants migrants d'origine rom dans les écoles ordinaires des pays d'accueil (Belgique, Espagne).

Toutefois, le progrès réalisé au niveau national et européen est négligeable. Dans les rapports de suivi civil des Roms que les évaluations intermédiaires et finales de la SNIR dans toute l'UE, imposées par la DG « Justice et consommateurs » montrent que les États membres ont amélioré le taux de scolarisation des Roms, mais n'ont pas réussi à réduire la ségrégation scolaire. La volonté politique d'assurer la pleine scolarisation de tous les enfants se renforce, tandis que l'engagement à vaincre la ségrégation scolaire est très faible. Le manque de soutien public à la déségrégation et la réaction négative des parents d'origine non rom, résultat de stéréotypes anti-roms, en sont l'une des principales raisons.

Le recueil présente également des pratiques prometteuses pour les politiques nationales ou régionales/municipales de déségrégation/éviterment de la ségrégation. Elles montrent que les projets de déségrégation peuvent entraîner des changements politiques et des tendances vers une éducation inclusive et ethniquement mixte. Actuellement, ces initiatives politiques sont limitées. Cependant, elles soulignent que le savoir-faire pédagogique et éducatif accumulé dans ce domaine, associé à l'engagement des parties clés intéressées et de la volonté politique, peut contribuer à une réelle modification pour une éducation de qualité et inclusive.

## Bibliographie

Aslund, O., & Nordström Skans, O. (2007). How to Measure Segregation Conditional on the Distribution of Covariates. *Working Paper Series*.

Borjas, G. J. (1997). To Ghetto or Not to Ghetto: Ethnicity and Residential Segregation. *NBER Working Papers*.

Cutler, D. M., Glaeser, E. L., & Vigdor, J. L. (2007). When Are Ghettos Bad? Lessons from Immigrant Segregation in the United States. *NBER Working Papers*.

Danzer, A. M., Feuerbaum, C., Piopiunik, M., & Woessmann, L. (2018). Growing Up in Ethnic Enclaves: Language Proficiency and Educational Attainment of Immigrant Children. *IZA Discussion Papers*.

David, D. L. C., & Matthias, D. (2003). *To Segregate or to Integrate: Education Politics and Democracy* (Discussion Papers (IRES - Institut de Recherches Economiques et Sociales) No. 2003021). Retrieved from Université catholique de Louvain, Institut de Recherches Economiques et Sociales (IRES)

Edin, P-A., Fredriksson, P., & Aslund, O. (2000). Ethnic enclaves and the economic success of immigrants – Evidence from a natural experiment. *Working Paper Series*.

Florida, R., & Mellander, C. (2017). *The Geography of Economic Segregation* (Working Paper Series in Economics and Institutions of Innovation No. 457). Retrieved from Royal Institute of Technology, CESIS - Centre of Excellence for Science and Innovation Studies.

FRA. (2016). *Second European Union Minorities and Discrimination Survey: Roma-Selected findings*.

Frankel, D. M., & Volij, O. (2010). *Measuring School Segregation*. *Staff General Research Papers Archive*.

Fryer, R., & Echenique, F. (2007). A Measure of Segregation Based on Social Interactions. *Scholarly Articles*.

Gortazar, L., Herrera-Sosa, K., Kutner, D., Moreno, M., Gautam, Amyand Gortazar, L., Herrera-Sosa, K., Kutner, D., Moreno, M. and Gautam, A. (2014). *How can Bulgaria improve its education system? : an analysis of PISA 2012 and past results*, The World Bank.

Guryan, J. (2004). Desegregation and Black Dropout Rates. *American Economic Review*, 94(4), 919–943.

Hanushek, E. A., Kain, J. F., & Rivkin, S. G. (2009). New Evidence about Brown v. Board of Education: The Complex Effects of School Racial Composition on Achievement. *Journal of Labor Economics*, 27(3), 349–383.

Hindriks, Jean, Marijn Vershelde, Glenn Raupp, and Koen Schoors. 2010. "School Tracking, Social Segregation and Educational Opportunity: Evidence from Belgium." *D/2010/7012/61 D/2010/7012/61(690):37*.

Jenkins, S. V., Stephen P.; Micklewright, John; Schnepf. (2008). Social segregation in secondary schools: How does England compare with other countries? *Oxford Review of Education*, 34(1), 21–37. <https://doi.org/10.1080/03054980701542039>

Kolev, D., Krumova, T., Krasteva, A., Nedelchev, N. & Dimitrova, D. (2004). Teacher's Manual. Methodological guidelines for teachers in „Ethnic Folklore – Roma Folklore”. Plovdiv, Astarta. [Колев, Д., Крумова, Т., Кръстева, А., Неделчев, Н., & Димитрова, Д. (2004). *Книга за учителя. Методическо ръководство за учители, преподаващи СИП „Фолклор на етносите в България – Ромски фолклор.”* Астарта.

Mancebón Torrubia, M. J., & Pérez Ximénez-de-Embún, D. (2010). Una Valoracion Del Grado De Segregación Socioeconómica Existente En El Sistema Educativo Español. Un Analisis Por Comunidades Autónomas A Partir De Pisa 2006. *Regional and Sectoral Economic Studies*, 10(3). [https://ideas.repec.org/a/eea/eere/v10y2010i3\\_8.html](https://ideas.repec.org/a/eea/eere/v10y2010i3_8.html)

Menárguez, Ana Torres. (2021). “Un estudio alerta de que España es el tercer país de la OCDE con más colegios gueto.” *EL PAÍS*. Retrieved July 23, 2021 (<https://elpais.com/educacion/2021-04-28/espana-lidera-lacreacion-de-colegios-gueto-por-detras-de-turquia-y-lituania.html>).

Mora, R., & Ruiz-Castillo, J. (2005). The axiomatic properties of an entropy based index of segregation. *UC3M Working Papers. Economics*.

Musset, Pauline. (2012). *School Choice and Equity: Current Policies in OECD Countries and a Literature Review*. Vol. 66. *OECD Education Working Papers*. 66.

Nunev, Y. (2017). Pedagogical aspects of inclusion in Bulgarian education, Plovdiv, Astarta. [Нунев, Йосиф. 2017. *Педагогически аспекти*

на приобщаването и интеграцията в българското образование. Пловдив: Астарта.

Proxima Consult Ltd., Global Metrics, Ltd. (2015). *Independent Impact Assessment of the Project "Every Student Can Be a Winner", Implemented by the Center for Interethnic Dialogue and Tolerance „Amalipe” and Funded by the Trust for Social Achievement.*

Renard, Fabienne, and Marc Demeuse. 2017. "Du contrat stratégique pour l'école au Pacte pour un Enseignement d'excellence. Les nouveaux modes de gouvernance préconisés par le Pacte à travers les plans de pilotage. Working papers de l'INAS WP12/2017." doi: 10.13140/RG.2.2.26144.48647.

Rolland, J.-P. (2002). *The Five-Factor Model of Personality Across Cultures*. In McCrae, R. R., & Allik, J. (Series Ed.). (2002). *The Five-Factor model of personality across cultures*.

Roma Civil Monitor (2018). *Civil society monitoring report on implementation of the national Roma integration strategy in Bulgaria: Focusing on structural and horizontal preconditions for successful implementation of national Roma integration strategies*. 2018. Retrieved from: <https://cps.ceu.edu/roma-civil-monitor-reports>

Roma Civil Monitor (2019). *Civil society monitoring report on implementation of the national Roma integration strategy: Assessing the progress in four key policy areas of the strategy. Synthesis Report*. Budapest / Brussels, 2019. Retrieved from: <https://cps.ceu.edu/roma-civil-monitor-reports>

Roma Civil Monitor (2020). *Civil society monitoring report on implementation of the national Roma integration strategy: Identifying blind spots in Roma inclusion policy*. Budapest / Brussels, 2019. Retrieved from: <https://cps.ceu.edu/roma-civil-monitor-reports>

Somogyi, E., & Horváth, V. (2018). *Checklist for cities to address residential and educational segregation of Roma*. Metropolitan Research Institute.

Zinovyeva, N., Felgueroso, F., & Vazquez, P. (2008). *Immigration and Students' Achievement in Spain: Evidence from PISA*. 34.

## Liste des abréviations

RA	Région autonome
CISEEME	Centre d'intégration scolaire des enfants et des élèves des minorités ethniques
CPD	Commission pour la protection contre la discrimination
CE	Commission européenne
PE	Parlement européen
FEDR	Fonds européen de développement régional
ERIO	Bureau européen d'information des Roms
FSE	Fonds social européen
PO SECI	Programme opérationnel « Science et éducation pour une croissance intelligente »
FSIE	Fonds structurels et d'investissement européens
EU MIDIS II	Deuxième étude sur la situation des minorités et la discrimination dans l'Union européenne (Agence des droits fondamentaux)
UE	Union européenne
ADFUE	Agence des droits fondamentaux de l'UE
FSG	Fundacion Secretariado Gitano
PO DRH	Programme opérationnel « Développement des ressources humaines »
LOMLOE	Loi sur l'éducation publique en Espagne, adoptée le 29 décembre 2020
MES	Ministère de l'éducation et de la science
NEPNTPNQP	N'étudie pas, ne travaille pas et ne se qualifie pas (pour les jeunes)
ONG	Organisation non gouvernementale
PCN	Point de contact national
PCNPR	Point de contact national pour les Roms
PNDS	Programme national de déségrégation scolaire (Bulgarie)
SNIR	Stratégie nationale pour l'intégration des Roms
INS	Institut National de Statistique
OCDE	Organisation pour la coopération et le développement économiques
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
ISO	Institut « Société ouverte »
FER	Fonds pour l'éducation des Roms
BEP	Besoins éducatifs particuliers
TRS	Trust pour la réussite sociale



**Boyan Zahariev, Deyan Kolev, Lalo Kamenov,  
Myriam Lopez de la Nieta, Gonzalo Montaña Peña**

**SANS SÉGRÉGATION. Actions au niveau local pour la lutte contre la  
ségrégation scolaire des Roms**

*Recueil de pratiques de la Belgique, de la Bulgarie et  
de l'Espagne visant à la ségrégation scolaire des élèves roms*

Българска, първо издание

Предпечатна подготовка и оформление  
АСТАРТА, e-mail: [astarta.publ@gmail.com](mailto:astarta.publ@gmail.com)

Формат 60/84/16

Печатни коли 4,5